



**OFPRA**

OFFICE FRANÇAIS DE PROTECTION  
DES REFUGIES ET APATRIDES

# RAPPORT D'ACTIVITE 2003

201, rue Carnot  
94136 Fontenay-sous-Bois Cedex

---

# TABLE DES MATIÈRES

---

	Page
<b>Introduction</b> .....	<b>2</b>
<b>I. - La demande d'asile et les décisions</b> .....	<b>3</b>
1. Les premières demandes	
2. Les procédures prioritaires	
3. Les demandes de réexamen	
4. Les divisions géographiques	
5. La division « Eurafrique ».	
6. Mise en place d'unités spécialisées dans les divisions.	
7. Les visio-entretiens.	
8. Les décisions de l'OFPRA	
<b>II. - La protection</b> .....	<b>14</b>
1. Les réfugiés statutaires	
2. Les activités de protection	
<b>III. - L'activité juridique et internationale</b> .....	<b>16</b>
1. Le contentieux	
2. Les affaires judiciaires	
3. La coopération européenne	
<b>IV. - Le Service de l'accueil</b> .....	<b>18</b>
<b>V. - Le Service de documentation et recherches</b> .....	<b>19</b>
<b>VI. - Les moyens</b> .....	<b>21</b>
1. Les ressources humaines	
2. Les actions informatiques	
3. L'activité interprétariat	
<b>Perspectives</b> .....	<b>28</b>
<b>Annexes</b> .....	

\* \* \*

**Bilan définitif de la demande d'asile déposée en 2000.**

---

## INTRODUCTION

---

En 2003, l'Office de Protection des Réfugiés et Apatrides aura largement atteint les objectifs qui lui avaient été assignés en début d'année :

- Grâce à l'augmentation des effectifs et aux efforts de tout son personnel, il a pris dans l'année **67 000 décisions**, et a donc significativement diminué le « stock » des dossiers en attente d'instruction. Ainsi, le délai moyen de traitement a été abaissé au 31 décembre 2003 à environ quatre mois. Le délai de deux mois devrait être atteint durant le 1<sup>er</sup> semestre 2004.

- L'Office, qui, en début d'année était installé sur quatre sites, a réussi, sans interrompre ses activités une seule journée, à déménager et à se regrouper en septembre dans un bâtiment neuf. Celui-ci a pu être adapté à ses activités : les réfugiés et les demandeurs d'asile, sont désormais accueillis – séparément – de façon digne de notre pays ; les agents travaillent dans de très bonnes conditions.

### Inauguration des nouveaux locaux de l'OFPRA en novembre 2003 par le Ministre des Affaires Etrangères



Crédit photographique : Frédéric DE LA MURE/MAE

- L'OFPRA a enfin largement contribué à la mise au point des nouveaux textes sur le droit d'asile, même s'il n'a pas toujours été entendu. Il s'est préparé à leur mise en œuvre. Dès l'été il a mobilisé les agents pour pouvoir appliquer le 1<sup>er</sup> janvier 2004 les nouvelles notions doctrinales et les nouvelles procédures introduites par ces textes. Au terme d'une large réflexion, il a procédé à une nouvelle répartition géographique des demandes. Il a créé deux bureaux nouveaux, l'un chargé de veiller au respect des délais désormais très brefs de traitement des procédures prioritaires, l'autre dédié au maintien de la qualité de réfugié.

## I – LA DEMANDE D’ASILE.

Hors mineurs accompagnants, l’OFPRA a enregistré **52 204 premières demandes en 2003** (contre **51 087** en 2002) et **2 225** demandes de réexamen (contre **1 790** en 2002). Au total (premières demandes + réexamens), l’OFPRA a eu à traiter **54 429** dossiers, ce qui représente un accroissement de 2,9% par rapport à l’exercice antérieur.

Sans être négligeable, cet accroissement constitue néanmoins une rupture par rapport aux fortes augmentations enregistrées d’année en année depuis 1999.

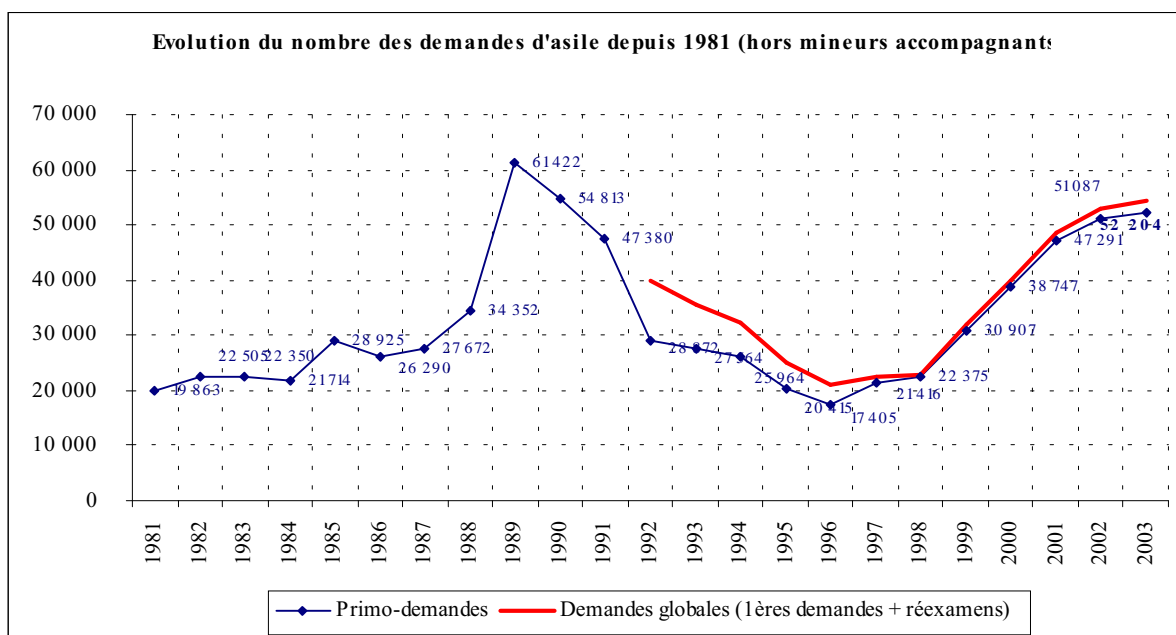
La moyenne mensuelle des demandes en 2003 a été de 4 536 contre 4 406 en 2002.

S’agissant des **décisions**, les progrès déjà enregistrés l’an dernier, grâce notamment aux renforts d’effectifs et à la mobilisation de l’ensemble des personnels, se sont nettement accélérés. Le nombre des décisions prises par l’OFPRA a ainsi été de 67 030 (contre 50 206 en 2002) soit une progression de 33,51 %.

La moyenne mensuelle a été de 5 586 décisions contre 4 184 en 2002.

S’agissant de la nature des décisions prises, l’OFPRA proprement dit - c’est-à-dire hors Commission des Recours des Réfugiés (CRR) - a rendu en 2003, 6 526 décisions d’admission contre 6 326 en 2002. Le taux d’admission a donc fléchi : 9,8 % contre 12,6 % en 2002.

Par l’effet des annulations prononcées par la CRR, l’OFPRA a admis au statut de réfugié 3 264 demandeurs supplémentaires (2 169 en 2002), ce qui porte le total des accords à 9 790 (8 495 en 2002). Le taux global d’admission (l’OFPRA + CRR) a donc été de 14,8 % en 2003 contre 16,9 % l’année précédente.



## Les premières demandes :

La hausse des demandes d'asile conventionnel s'est très fortement ralentie en 2003 par rapport aux années antérieures : + 2,9 %, contre 8,7 % en 2002, 22,3 en 2001 et 24,8 % en 2000.

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<b>primo-demandes</b>	21 416	22 375	30 907	38 747	47 291	51 087	52 204
<b>réexamens</b>	2 281	615	948	1 028	1 369	1 790	2 225
<b>total</b>	<b>23 697</b>	<b>22 990</b>	<b>31 855</b>	<b>39 775</b>	<b>48 660</b>	<b>52 877</b>	<b>54 429</b>

Dans le même temps, nos principaux partenaires européens ont enregistré une baisse importante du nombre des demandes d'asile. Spectaculaire au Royaume Uni, cette baisse a été également très sensible en Allemagne. En moyenne le nombre des demandes d'asile a baissé de plus de 20 % en 2003 dans l'Union Européenne. La France a été l'un des rares pays à avoir observé une légère augmentation de la demande.

Encore, les statistiques françaises ne prennent-elles pas en compte les mineurs accompagnants. Ceux-ci, qui traditionnellement représentent à peu près 15 % de la demande, n'ont été enregistrés informatiquement à l'OFPRA qu'à compter de mai 2002. L'année 2003 est donc la première année pour laquelle l'Office dispose des données statistiques informatisées complètes.

Celles ci font apparaître 7 564 premières demandes de mineurs accompagnants.

Au total le nombre de primo demandeurs enregistrés en 2003 s'établit, en réalité, à 59 768 (52 204 + 7 564).

Cette présentation, incluant les mineurs accompagnants, permet une comparaison avec nos homologues de l'Union Européenne.

PAYS	RAPPEL 2002	2003	EVOLUTION %
<b>Grande-Bretagne</b>	110 700	61 050	-44,9%
<b>France*</b>	<b>58 987</b>	<b>59 768</b>	<b>+1,3%</b>
<b>Allemagne</b>	71 130	50 450	-29,1%
<b>Autriche</b>	39 350	32 340	-18%
<b>Suède</b>	33 020	31 360	-5%
<b>Belgique</b>	18 810	16 940	-10%
<b>Pays-Bas</b>	18 670	13 400	-28%
<b>Danemark</b>	6 070	4 560	-25%

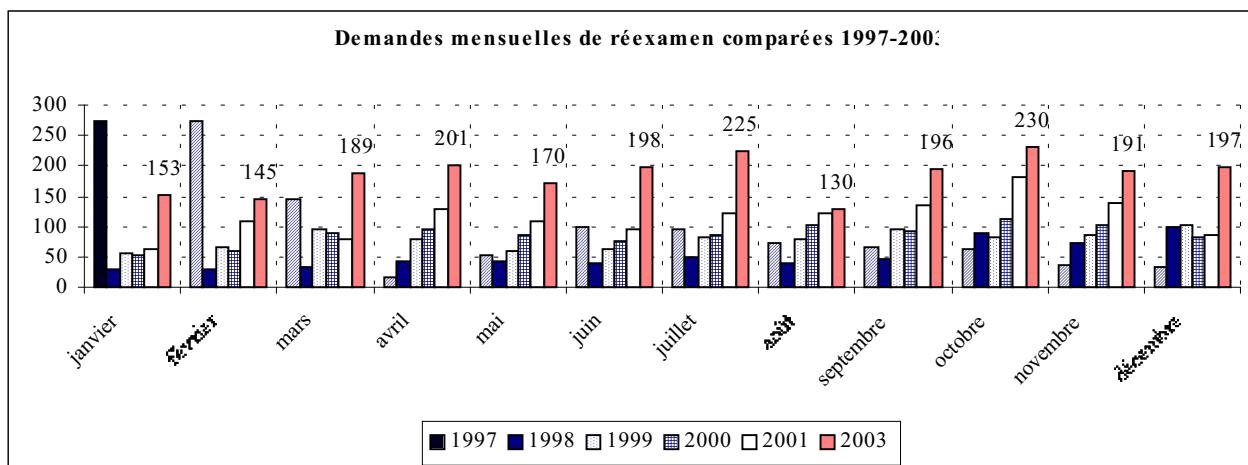
*Source : HCR*

*France \* : mineurs comptés sur la base de 15 % des adultes en 2003*

Si l'on ajoute aux chiffres de l'asile conventionnel ceux de l'asile territorial (25 000 ?), la France a été en 2003 au premier rang des pays accueillant les demandeurs.

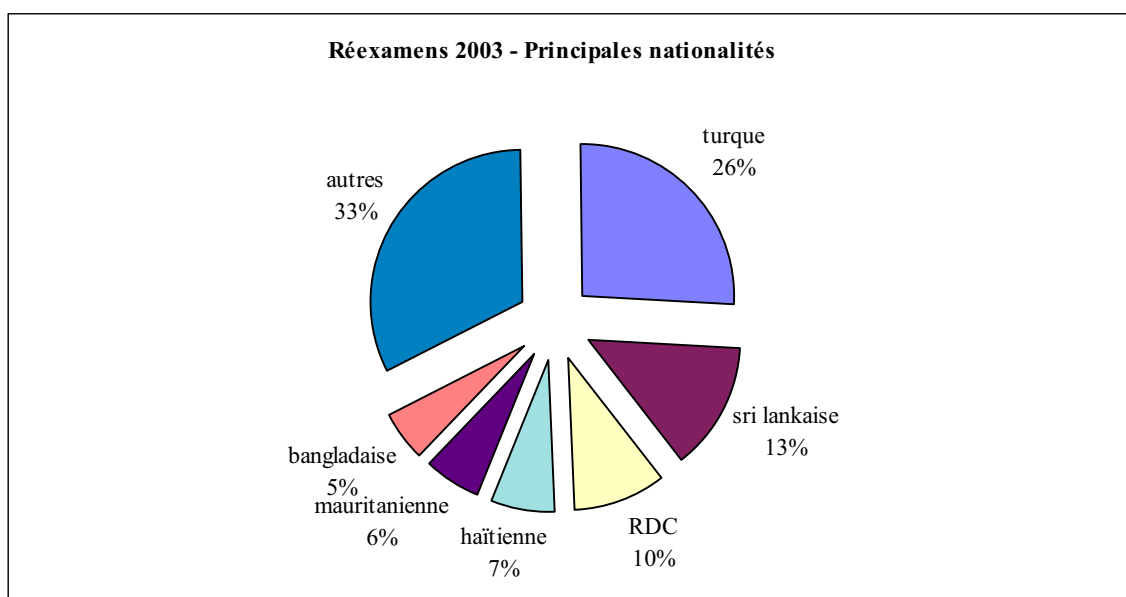
## 2. Les demandes de réexamen :

La tendance à l'augmentation de ces demandes s'est confirmée en 2003 : **2 225 demandes de réexamen** ont été enregistrées, soit une hausse de 24 % par rapport à 2002.



Les réexamens ont été particulièrement nombreux à la division Europe-Bassin Méditerranéen : ils représentent 47 % du total de ces demandes (1 051 cas contre 808 en 2002, soit une hausse de + 30 %) dont près la moitié en procédure prioritaire. La division Afrique-Amériques quant à elle a enregistré la plus forte hausse (+ 34,5 %) avec 721 cas contre 536 en 2002. La demande de réexamen de l'Asie est restée stable avec 453 cas contre 446 en 2002.

Six pays se partagent comme les années précédentes 67 % du total des demandes de réexamen : il s'agit de la Turquie (584), du Sri Lanka (291), de la RDC (218), d'Haïti (152) de la Mauritanie (132) et du Bangladesh (116).



### 3. Les procédures prioritaires :

*Rappel : La procédure prioritaire est appliquée sur décision de la préfecture, lorsque l'autorisation provisoire de séjour est refusée, retirée ou son renouvellement refusé pour l'un des motifs suivants :*

- le demandeur est originaire de l'un des Etats pour les ressortissants desquels le Directeur de l'OFPRA applique, en concertation avec le HCR, la clause C5 de l'article 1<sup>er</sup> de la convention de Genève, en raison du changement de la situation politique en matière de liberté et de droits de l'homme;
- la présence en France du demandeur constitue une menace grave pour l'ordre public;
- la demande de statut de réfugié est de nature abusive, frauduleuse ou dilatoire.

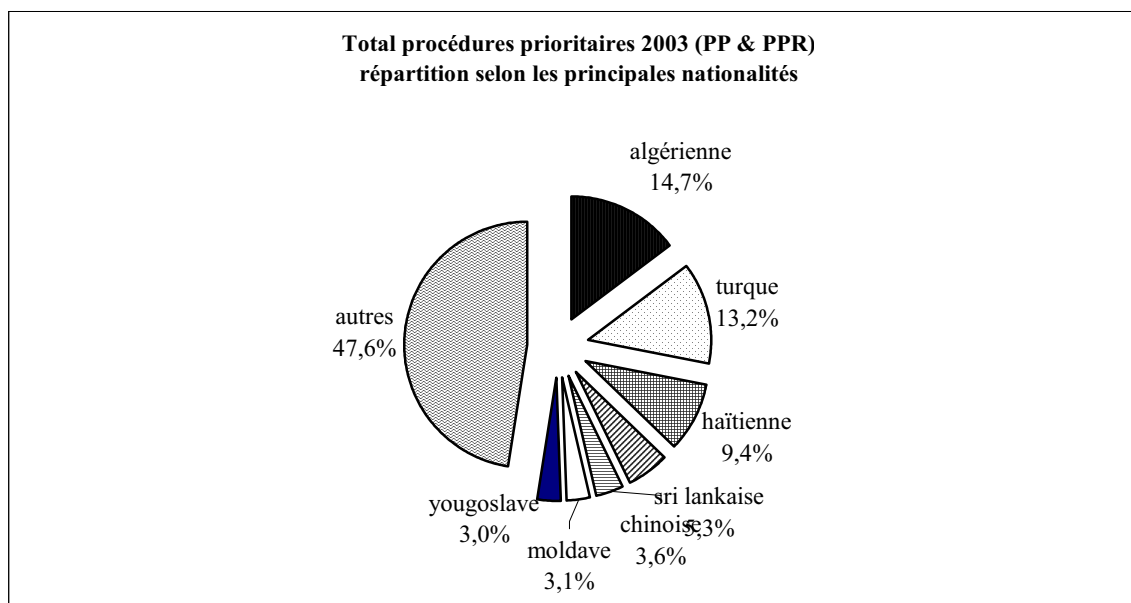
*Dans ces cas, bien qu'aucun délai ne soit imparti, les dossiers sont traités plus rapidement. Le demandeur dont le dossier est saisi en procédure prioritaire ne peut prétendre à une aide financière et le recours auprès de la CRR n'est pas suspensif.*

En 2003, l'OFPRA a été saisi de **5 223 demandes en procédure prioritaire** (9,6 % du total) contre 4 388 en 2002 (8,3 %), soit une augmentation de 19 % par rapport à la période précédente. La part des réexamens en procédure prioritaire reste inchangée (26 %).

La division Europe/Bassin méditerranéen seule, a enregistré 2 263 premières demandes en procédure prioritaire, auxquelles s'ajoutent 533 réexamens (soit un total de 2 796 cas), ce qui représente 54 % de l'ensemble de ces procédures.

Les trois autres divisions géographiques se partagent les 46 % restants : 28 % pour la division Afrique-Amériques (1 469 cas dont 337 sur réexamen), 15 % pour l'Asie (795 cas dont 376 sur réexamen) et 3 % pour Eurafrique (163 cas dont 104 sur réexamen).

Les pays de provenance les plus concernés sont par ordre décroissant, l'Algérie (769 cas), la Turquie (692), Haïti (490), le Sri Lanka (278) et la Chine (187).



Les pays pour lesquels sont mises en œuvre les clauses de cessation prévues par l'article 1C5 de la Convention de Genève sont inégalement représentés : moins d'une dizaine de cas pour le Bénin, le Cap Vert, le Chili, la Hongrie, la Pologne ou la partie tchèque de l'ex-Tchécoslovaquie ; mais 103 pour la Roumanie, 60 pour la Slovaquie et 41 pour la Bulgarie.

#### **4. Les divisions géographiques :**

##### **™ ASIE**

A contrario des trois précédents exercices, la division Asie a enregistré en 2003 une augmentation du flux des demandes d'asile (ces chiffres n'incluent pas les mineurs accompagnants) :

2000 : 8 575 demandes enregistrées ;

2002 : 7 340 demandes enregistrées ;

2003 : 10 829 demandes, dont 419 procédures prioritaires en première demande et 376 procédures prioritaires en réexamen.

La division Asie retrouve donc en 2003 un niveau de demande comparable à celui de 1999 (10 756 demandes).

En termes de flux, la division enregistre une augmentation très significative de la demande chinoise (5 343 demandes, mineurs accompagnants inclus, à rapprocher des 2 885 demandes enregistrées en 2002).

Une fois encore la division Asie constate, pour les pays de « référence » (Sri-Lanka, Pakistan, Bangladesh, Inde) une grande invariance de fond, indépendamment même des modifications du paysage politique des pays concernés.

##### **• République Populaire de Chine**

Tant sur les lieux de provenance que sur le fond, la demande reste identique.

Le taux de présentation en entretien reste marginal. Les allégations de persécutions ou de craintes de persécutions demeurent inconsistantes et stéréotypées.

Les premières demandes font toujours référence aux typologies identifiées et rappelées dans le précédent rapport d'activité.

##### **• Sri-Lanka**

Hors mineurs accompagnants, la division a été saisie de 2 258 demandes (1ères demandes et réexamens).

La remarquable stabilité de la demande se confirme une fois de plus, nonobstant le processus de mise en œuvre des accords de cessez-le-feu de février 2002.

La demande d'asile reflète toujours la précarité de la situation générale et l'insécurité. Elle se réfère à des craintes de persécution tant de la part du LTTE que des autorités, ainsi qu'à des arrestations, rafles et détentions dans la capitale.



#### • **Pakistan**

D'un point de vue typologique, la demande continue à faire référence, de manière incidente, à des liens avec des mouvements extrémistes, ainsi qu'aux traditionnels affrontements entre partisans de Mme Bhutto et membres de la « Ligue Musulmane » (PML).

Comme précédemment, la division enregistre un nombre non négligeable de demandes émanant de chrétiens pakistanais faisant état, tous comme les membres de la secte Ahmadi, de persécutions à caractère religieux. Ces deux catégories de population « à risque » ont été largement auditionnées en 2003.

#### • **Inde**

La division n'enregistre pas de modification significative du profil de cette demande, mais constate l'émergence marginale d'une demande faisant référence aux conflits et affrontements entre hindous et musulmans.

Les requérants font toujours, et quasi systématiquement, valoir leur appartenance à la communauté sikhe et leur militantisme au sein des organisations traditionnellement connues.

#### • **Bangladesh**

Cette demande, traditionnelle, fait toujours référence avec systématisme :

- à des persécutions ou à des craintes de persécutions résultant de l'implication, par les autorités, dans des affaires criminelles controuvées.

- à des affrontements entre militants du BNP et de la Ligue AWAMI, et aux poursuites engagées par les autorités à la suite de ces affrontements.

La division constate l'émergence d'une demande très marginale, émanant de personnes appartenant à la communauté hindouiste et qui affirment faire l'objet de persécutions de la part des musulmans.

On notera que la demande se référant à l'appartenance tribale ou à une origine biharie s'inscrit toujours à la baisse, ce qui ne fait que confirmer la tendance déjà observée en 2002.

#### • **Mongolie**

Cette demande s'organise autour de quelques récits « types » identifiés en 2002.

Il est à noter que les demandeurs ne font plus guère référence à l'affaire du meurtre de M. Sanjaasürungiyin ZORIG, ancien leader du mouvement démocratique mongol, affaire dans laquelle les demandeurs déclaraient avoir été considérés comme impliqués par erreur.

#### + [EUROPE / BASSIN MEDITERRANEEN](#)

En 2003, la division Europe-Bassin Méditerranéen a reçu 22 722 demandes (premières demandes + réexamens), ce qui représente une hausse de 5 % par rapport à l'année précédente.

La répartition des principaux flux est marquée, d'une année sur l'autre, par une certaine stabilité, même si la part de chacun des pays principaux évolue légèrement :

Ainsi, l'ex-URSS représente désormais 34 % de la demande, la Turquie 30 %, l'ex-Yougoslavie 12 % et l'Algérie 11 %.

La demande en provenance de **l'ancienne Union Soviétique**, avec 7 677 dossiers contre 71 00, poursuit sa progression (+ 11 % en un an), avec toutefois des évolutions très contrastées selon les pays de provenance :

Alors que la demande russe, composée aux 3/4 de demandeurs d'origine tchétchène, augmente de 23 % et que la demande moldave explose littéralement (+ 72 % avec 1 778 dossiers), les demandes géorgienne et arménienne, pour la première fois depuis de nombreuses années, décroissent (respectivement : -15 % et -17 %) ainsi que celles en provenance des 5 pays d'Asie centrale (- 33 % avec un total de 250 dossiers).

**La Turquie** reste de loin, avec 6 761 nouveaux dossiers, le premier pays de provenance (+ 3 % sur l'année).

**L'ex-Yougoslavie** (2 730 dossiers) doit essentiellement une augmentation de 12 % à la demande bosniaque (+ 44 % avec 746 dossiers), et ce 8 ans après la signature des accords de Dayton.

Quant à la demande en provenance d'**Algérie**, elle poursuit et accentue la baisse observée l'an dernier et totalise 2 431 nouvelles demandes (- 15 %).

Il convient également de noter l'importante augmentation de la **demande irakienne**, qui fait plus que doubler (533 dossiers contre 246) et de la **demande afghane** qui croît d'un quart (325 dossiers contre 260).

Toutefois ces deux demandes ont été surtout élevées en début d'année, ont accusé une baisse continue et régulière au cours des mois suivants (138 dossiers en janvier contre 17 en décembre pour l'Irak et 38 en janvier contre 8 en décembre pour l'Afghanistan). Si ces caractéristiques s'expliquent en partie par la situation internationale, elles semblent également être l'une des conséquences de la fermeture du centre de Sangatte à la fin de l'année 2002, des modifications de la politique britannique en matière d'asile et des réorganisations des filières migratoires.

La **demande apatride**, qui relève également de la Division Europe, après une hausse de 20 % l'an dernier, s'est stabilisée en 2003 avec 137 nouveaux cas. L'essentiel de cette demande émane toujours du continent européen (68 %), puis de l'Asie (16 %) et enfin de l'Afrique (14 %).

### ③ AFRIQUE / AMERIQUES

Les demandes enregistrées par la Division Afrique-Amériques (20 878) ont diminué de 13 % par rapport à 2002 (23 991).

Les flux africains (18 391) sont en baisse de 12 %, de même que ceux des Amériques (1 759) qui régressent de 25 %.

Les cinq principales nationalités de provenance, qui représentent 56 % du flux, demeurent les mêmes que les années précédentes à l'exception notable de la demande malienne qui s'effondre (- 50 %) et devient le 7<sup>ème</sup> pays en ordre d'importance pour la division. La Côte d'Ivoire représente désormais le 5<sup>ème</sup> flux.

La demande de la **République Démocratique du Congo** (4 407), en baisse de 16 %, demeure la plus importante. Elle constitue encore 22 % du total des demandes enregistrées par la division. Si un gouvernement d'Union Nationale, avec la participation de représentants de mouvements rebelles (Mouvement de Libération du Congo, Rassemblement Congolais pour la Démocratie), a pu être constitué en juillet 2003, les tensions persistent au Kivu et en Ituri.

Les demandes proviennent toujours à titre principal de Kinois, peu de personnes en provenance de l'Est arrivant à quitter les zones de conflits. Elles font référence :

- à un militantisme dans un parti d'opposition traditionnelle (PALU et UDPS qui ne participent pas au gouvernement contrairement aux FONUS et au MRP),
- à un engagement au sein de la société civile ou d'ONG,
- à des liens familiaux avec des personnes tombées en disgrâce.

Elles émanent également :

- d'éléments de la police, de l'armée ou de la fonction publique suspectés d'opinions hostiles aux autorités,
- de personnes d'origine rwandaise ou de l'Est de la République Démocratique du Congo,
- de membres du Bundu dia Kongo (BDK), organisation politico-religieuse réprimée en juillet 2002 dans le Bas Congo (demande très nombreuse mais infondée),
- de membres de l'Eglise Armée de Victoire dont les locaux ont été saccagés en juin 2003 (demande très forte mais infondée).

Les personnes en provenance de l'Est sont encore moins nombreuses qu'en 2002. On constate l'apparition d'une demande en provenance de l'Ituri. Cette demande est dans sa grande majorité manifestement infondée dans sa grande majorité : il s'agit de personnes en fait originaires de Kinshasa invoquant une appartenance ethnique Hema ou Lendu.

La demande **mauritanienne** (2 324) est en baisse de 23 % par rapport à 2002. Elle émane essentiellement de négro-mauritaniens, victimes de déportation en 1989, de spoliations de leurs biens au profit des Maures, de conflits inter-communautaires, de pratiques esclavagistes.

Les demandes de ressortissants de la **République du Congo** diminuent de 22 % (1 762). Il s'agit notamment :

- de personnes déplacées pendant les conflits de 1998/1999/2000 et qui pour certaines ont résidé dans des pays tiers avant de rejoindre la France,
- de miliciens, policiers, militaires qui ont déserté,
- de miliciens « ninjas » qui affirment avoir été persécutés,
- de femmes ayant subi des sévices de la part des miliciens,
- de militants de partis d'opposition, du MCDDI en grande majorité dont les récits sont souvent stéréotypés.

La demande **haïtienne**, déjà en recul en 2002, baisse encore de 26 % (1 403). Une partie de ce flux provient toujours d'Haïtiens résidant en Guyane et dont les demandes sont transmises en procédure prioritaire.

Les demandes émanent d'étudiants, de journalistes (radio), de policiers et de militants de base de partis politiques ou d'associations de développement local.

La demande **ivoirienne** a plus que doublé (+ 122 %) et, avec 1 329 demandes, se place au 5<sup>ème</sup> rang. Après la crise du 19 septembre 2002, la hausse du flux constatée en novembre et décembre 2002 s'est donc largement confirmée.

Les demandes concernent en grande majorité des Ivoiriens résidant dans la zone Sud sous contrôle des autorités. Ils invoquent des persécutions ethniques (dioulas, sénoufos, malinkés, mossis considérés comme étrangers) ou politiques.

## **5. La division Eurafrique :**

Pour sa deuxième et dernière année d'existence, la division Eurafrique a poursuivi sa mission spécifique de « déstockage » des dossiers en instance de plus de quatre mois ; la majeure partie étant cette fois constituée de dossiers de moins d'un an.

Comme les autres divisions géographiques, la division Eurafrique a été renforcée au 1<sup>er</sup> mars 2003, date à partir de laquelle elle a compté trois sections.

Les nationalités ont aussi évolué vers une plus grande diversité continentale. Des modifications dans la liste des pays d'origine traités, s'agissant notamment de l'Afrique. Elle a eu à connaître des demandes nouvelles émanant de personnes originaires d'Ethiopie, de Somalie, d'Erythrée, du Soudan, de Djibouti, de Madagascar, des Comores, du Sénégal, du Liberia, de Centrafrique, du Togo, de Guinée Bissau, du Tchad et du Soudan.

Elle a poursuivi à titre majeur le traitement de la demande africaine en provenance des deux Congo, du Nigeria, de Sierra Léone, de Guinée Conakry, du Cameroun, de Côte d'Ivoire et de l'Angola.

Sur son volet européen, la division a poursuivi son activité notamment sur les pays de l'ex-URSS, l'ex-Yougoslavie et la Turquie.

## **6. Mise en place d'unités de « déstockage » dans les divisions :**

L'OFPRA a, en 2003, poursuivi l'accélération du traitement des dossiers grâce au renfort des 59 agents recrutés au 1<sup>er</sup> janvier 2003 et à des efforts de productivité.

11 nouveaux agents ont été répartis dans les sections existantes pour permettre à celles-ci d'atteindre, chacune, un effectif de 8 officiers de protection, à l'exception d'Eurafrique, division composée de 3 sections de 10. Ces agents ont eu vocation à contribuer à la résorption des dossiers en attente. Les autres agents ont été répartis dans des « unités » directement rattachées aux divisions existantes, chaque « unité » comprenant 6 agents instructeurs, étant encadrée par un officier de protection expérimenté.

### **Asie :**

Les trois « unités » spécialement constituées dans cette division (18 officiers de protection) ont procédé à l'instruction de 3 821 demandes d'asile africaines réparties sur 3 nationalités : République Démocratique du Congo, République du Congo et Mauritanie.

Il s'agissait souvent de dossiers complexes ayant, à ce titre, fait l'objet d'un stockage. Pour cette raison, les demandeurs ont été quasi systématiquement convoqués (+ de 80 %). Le taux de présentation en entretien a été très élevé.

Les officiers de protection, tous nouveaux, se sont fortement investis dans le traitement de cette demande, souvent difficile en raison de la complexité des diverses problématiques soulevées : situation dans l'est de la RDC, dossiers relatifs à la chasse aux Rwandais à Kinshasa, milices à Brazzaville, etc...

#### **Europe / Bassin Méditerranéen :**

Les deux « unités » constituées (12 officiers de protection) se sont spécialisées l'une dans les demandes turques et caucasiennes et l'autre dans les demandes turques et algériennes.

#### **Afrique / Amériques :**

L'unité mise en place à la division Afrique a pris en charge les demandes d'asile les plus anciennes déposées par les ressortissants de la République Démocratique du Congo et ceux de la Mauritanie. Elle a pris, entre le 1<sup>er</sup> mars et le 31 décembre, 1885 décisions, dont 675 pour la RDC et 1210 pour la Mauritanie. Les demandes congolaises ont fait l'objet d'entretiens à hauteur de 94 %, les demandes mauritaniennes à hauteur de 50 %.

#### **Eurafrrique :**

Les deux unités créées aux côtés des trois sections existantes ont consacré 2/3 de leur force de travail au traitement de la demande africaine. Le tiers restant a été consacré à la Turquie et au Caucase.

### **7. Les visio entretiens.**

La pratique des visio entretiens lancée en 2001, à la division Afrique /Amériques s'est poursuivie, et a été étendue en 2003 à la division Eurafrrique. Elle a ainsi été utilisée pour auditionner des demandeurs d'asile comoriens, malgaches, burundais, rwandais et congolais domiciliés à Mayotte. La conduite de ces visio entretiens a été effectuée par des officiers de protection des deux divisions précitées.

### **8. Les décisions de l'OFPRA.**

**Le nombre de décisions prises par l'Office a été de 67 030 en 2003 (59 818 rejets ; 6 526 admissions au statut ; 686 radiations) contre 50 206 en 2002, soit une moyenne de 5 586 décisions par mois, contre 4 184 en 2002. La progression du nombre des dossiers traités a ainsi été de + 33,5 % par rapport à l'année 2002.**

S'ajoutent à ces décisions 7 481 décisions concernant des mineurs accompagnants.

Au total les décisions se sont élevées en 2003 à 74 511 (66 030 + 7 481).

⊗ **Les admissions :**

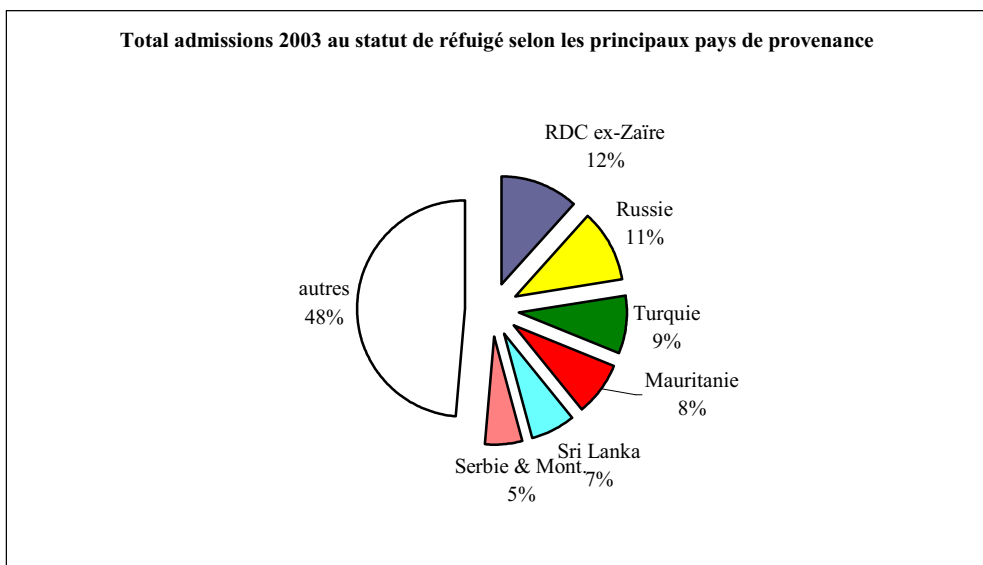
**En 2003, l'Office a admis au statut 9 790 demandeurs** soit un taux d'admission global OFPRA + CRR de 14,8 %. **Le taux d'accord en première instance par l'OFPRA s'établit à 9,8 % avec 6 526 décisions** (12,6 % en 2002).

**Les taux d'admission les plus élevés ont concerné en 2003 :**

	<b>1ERES DEMANDES</b>	<b>TAUX ACCORD OFPRA</b>	<b>TAUX GLOBAL D'ADMISSION</b>
<b>Rwanda</b>	345	<b>63,7%</b>	66,4%
<b>Ethiopie</b>	37	<b>53,6%</b>	53,6%
<b>Bosnie Herzégovine</b>	746	<b>46,2%</b>	49,2%
<b>Tunisie</b>	34	<b>40,0%</b>	45,7%
<b>Russie</b>	2 147	<b>36,4%</b>	46,5%
<b>Burundi</b>	74	<b>32,8%</b>	41,8%
<b>Tchad</b>	212	<b>25,5%</b>	29,3%

**Les taux d'admission les plus faibles ont concerné 5 nationalités :**

	<b>1ERES DEMANDES</b>	<b>TAUX ACCORD OFPRA</b>	<b>TAUX GLOBAL D'ADMISSION</b>
<b>Chine</b>	5 294	<b>0,9%</b>	1,1%
<b>Inde</b>	811	<b>0,9%</b>	5,9%
<b>Nigeria</b>	1 209	<b>0,8%</b>	1,9%
<b>Moldavie</b>	1 778	<b>0,4%</b>	2,6%
<b>Mali</b>	1 202	<b>0,2%</b>	0,5%



### ⊗ Stocks, délais de traitement et entretiens

L'Office a poursuivi en 2003 l'objectif prioritaire de réduire ses délais de traitement, objectif allant de pair avec l'apurement des « stocks » de dossiers les plus anciens. Il l'a fait avec un certain succès.

A la fin de l'année 2003, le « stock » des dossiers de plus d'un an non traités était de 2 200 contre 8 200 fin 2002. Celui des dossiers non traités dans le délai de **4 mois** était d'environ **8 800** contre 22 500 fin 2002 et le nombre global des dossiers en attente de décision (toutes dates de dépôt confondues) était de **22 900** (35 200 fin 2002).

L'OFPRA avec 67 000 décisions d'accord, rejet et radiation prononcées en 2003, a donc été en mesure de traiter outre l'équivalent de la demande de l'année (54 000 dossiers), mais aussi de résorber quelques 12 500 à 13 000 dossiers de « stock ».

En fin d'année, sur la base de 5 586 décisions mensuelles (moyenne de l'année), **le délai théorique de traitement** de l'Office était d'environ **4 mois** (22 900 / 5 586).

Enfin, **le taux d'entretien a continué à progresser** : il était de **49 % en 2003** contre 46,3 % en 2002 et 40,1 % en 2001, pour un **taux de convocation également en progression : 67,7 % en 2003** contre 63,6 % en 2002. Près de 45 000 convocations ont été lancées en 2003 et 32 475 personnes ont été entendues en entretien.

## **II. LA PROTECTION**

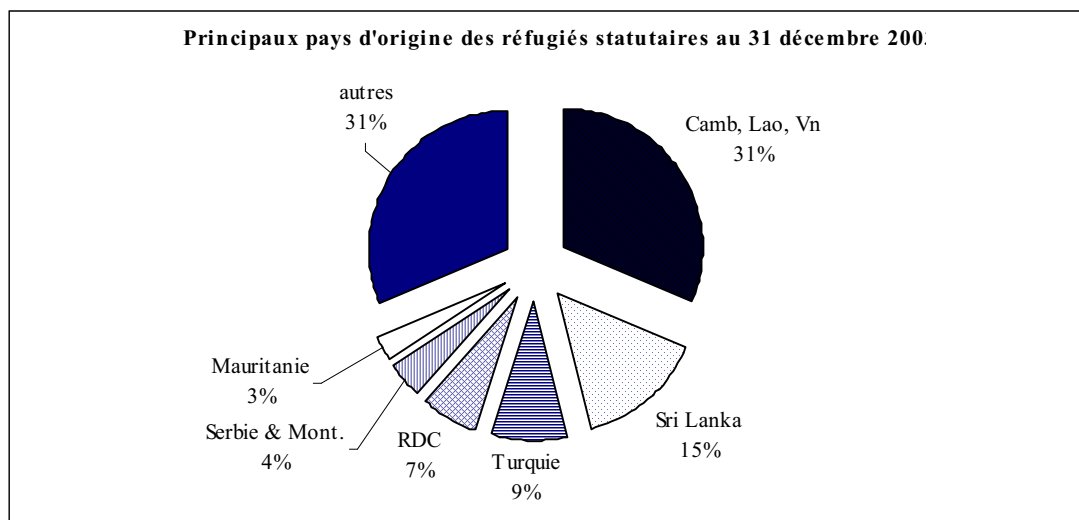
### **1. Les statutaires**

Au 31 décembre 2003, le nombre de personnes placées sous la protection juridique et administrative de l'OFPRA, était estimé à 100 838, dont 708 apatrides, hors mineurs.

Ce chiffre est à peu près stable depuis l'année 2000.

Les différents continents d'origine sont toujours représentés de façon déséquilibrée. En 2003 la part de la population asiatique (52,5 % contre 56 % en 2002) a continué à diminuer. Les Européens, qui constituent un tiers des demandeurs, ne représentent plus que 23 % des réfugiés. Quant aux Africains, ils ont vu leur part continuer d'augmenter en 2003, passant de 19 % en 2002 à 21 % en 2003, alors qu'ils n'étaient que 15 % en 2001.





## **2. Les activités de protection**

L'une des missions principales de l'OFPRA est d'assurer la protection juridique et administrative des étrangers reconnus comme réfugiés (en première instance par l'Office, ou en appel par la Commission des recours des réfugiés) ou apatrides

La fonction de protection est définie, notamment, par loi du 25 juillet 1952 portant création de l'OFPRA et par son décret d'application.<sup>1</sup> Ces deux textes définissent les compétences de l'Etablissement, chargé d'assurer la protection à fois juridique et administrative des réfugiés, mission qui se traduit, en premier lieu, par la délivrance des documents que les intéressés ne peuvent plus obtenir des autorités du pays auteur des persécutions dont ils ont été victimes, notamment des documents d'état civil. L'OFPRA est appelé à certifier la situation de famille et l'état civil des réfugiés tels qu'ils résultent des actes passés ou des faits ayant eu lieu dans leur pays d'origine. Cette dernière compétence a un caractère exclusif.

L'Office, qui se substitue à des autorités défailtantes, peut ainsi être considéré comme la « mairie » ou, encore davantage, comme le « consulat » des réfugiés et apatrides.

En 2003, avec le renfort en personnel des divisions géographiques, 9 790 personnes nouvelles ont été placées sous la protection juridique et administrative de l'OFPRA, contre 8 495 en 2002.

Par ailleurs, la Division de la Protection a établi ou délivré quelque 174 000 documents d'état civil, contre 168 000 en 2002. Cette croissance s'explique en partie par une augmentation générale de l'activité de l'Etablissement et par l'intégration, dans ce chiffre, des documents délivrés à l'accueil des réfugiés à compter de la deuxième quinzaine de septembre 2003. Elle est marginalement contrecarrée par les mesures prises en matière de simplification des formalités administratives.

Les certificats d'état civil des personnes nouvellement admises au statut de réfugié sont informatisés, en général, lors de l'instruction qui précède la délivrance du premier certificat de

<sup>1</sup> La Loi n° 2003-1776 du 10 décembre 2003, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2004, n'a pas modifié cette fonction, mais l'a étendue aux personnes bénéficiaires de la protection subsidiaire. Les fonctions dévolues à l'Office sont énumérées à l'article 10 du décret d'application.

réfugié ou apatride. Cette instruction a pour but de fixer l'état civil et la composition familiale des personnes placées sous la protection de l'Etablissement.

Au 31 décembre 2003, le fichier informatisé comptait 229 184 certificats d'état civil (naissance, mariage, décès). Ce fort taux d'informatisation, qui concerne à présent la quasi totalité des dossiers « actifs » permet la délivrance immédiate de copies de ces certificats, y compris lorsque le réfugié ou l'apatride se présente à l'accueil de l'Office. La Division de la Protection a délivré quelque 135 000 copies au cours de l'année 2003.

Les mesures en préparation à la suite de la réforme du droit d'asile, notamment la suppression de la carte de réfugié, devraient faciliter les tâches de la Division de la Protection et simplifier les démarches des personnes placées sous la protection de l'Etablissement.

Enfin, depuis l'installation de l'OFPRA, en septembre 2003, dans les nouveaux locaux de la rue Carnot, les personnes placées sous la protection de l'Etablissement sont reçues dans une salle d'accueil spécialement conçue à leur intention et gérée directement par la Division de la Protection. Au cours du dernier trimestre de l'année, quelque 130 personnes ont été reçues en moyenne chaque jour. Plus de 200 documents leur ont été délivrés quotidiennement. Un effort particulier a été fait tant dans la disposition des locaux que dans le choix des agents d'accueil afin de les orienter dans leurs démarches auprès des administrations françaises et les conseiller en cas de difficulté.

### **III. ACTIVITE JURIDIQUE ET INTERNATIONALE**

#### **1. Le contentieux**

De manière générale, le **flux des dossiers** suivis devant la Commission des recours reste important : 33 875 transmissions en 2003, soit une légère hausse (+2,3 %) par rapport à 2002, freinée en fin d'exercice par un fléchissement net du nombre de recours enregistrés.

- Dans ce contexte, les **observations écrites** produites par la section du contentieux ont augmenté de manière significative (**23,5 %**). L'effort a continué à porter principalement sur la problématique exclusion, qui a représenté, pour la première fois, environ la moitié des mémoires. Ce travail donne lieu à l'élaboration de synthèses et/ou recherches documentaires destinées à cerner le rôle des services répressifs en cause.

La présentation, en principe également systématique, d'un mémoire dans les cas de cessation ou de retrait, tout en demeurant relativement stable en nombre, est ainsi devenue largement secondaire en proportion (ramenée à moins d'un quart des productions écrites).

Parallèlement, un bien plus grand nombre d'affaires a fait l'objet cette année d'un suivi attentif dans le seul registre de l'appréciation des faits.

Les positions tenues par l'Office ont dans la plupart des cas été suivies par la juridiction, notamment sous l'angle des exclusions. Quelques annulations particulières sont néanmoins intervenues concernant l'application de la clause 1FA de la convention de Genève à des dossiers rwandais, signe d'une appréciation quelque peu divergente en la matière et objet de pourvois en cassation.

- Les **interventions orales** ont encore très sensiblement progressé, concentrées sur des affaires ayant donné lieu à entretien et pour lesquelles une collaboration a pu être instaurée en amont de la prise de décision avec la division géographique concernée. Cette activité a ainsi

augmenté de **44,8 %** en comparaison de l'année précédente et a concerné essentiellement la division Asie sur le terrain de l'établissement des faits.

- Sur les demandes de **suppléments d'instruction**, le recul constaté l'année précédente s'est trouvé confirmé, pour les mêmes raisons.

- Sept nouveaux **pourvois en cassation** ont été introduits contre une décision d'annulation de la Commission dans quelques cas « emblématiques » (exclusion, nationalité, mise en oeuvre du principe du contradictoire).

**L'ensemble des observations écrites ou orales** aura en définitive concerné **463 dossiers** (751 faisant par ailleurs l'objet d'un examen non conclu par des observations transmises à la juridiction).

## **2. Les procédures internes**

- La quantité de **dossiers traités à titre de consultation/aide à la prise de décision** a également augmenté (+ 25 %, avec une nette progression en fin d'année). Cette activité s'est rapportée en 2003 à un nombre bien moindre de cessations/retraits (un quart, avec un délai moyen de traitement ramené à 20 jours le dernier semestre), mais plus important de transferts de protection et d'exclusions (délai moyen d'un mois et demi) - ou autres questions (de fond ou de procédure).

- A noter l'explosion du nombre de **demandes d'accès au dossier** présentées par les intéressés ou leurs avocats et honorées au titre de la loi du 17 juillet 1978 (**435** contre 93).

- Enfin, un travail important a été fourni par la division les derniers mois de l'année en vue de l'élaboration d'**orientations internes** destinées à tirer les conséquences, dans les modalités d'instruction des dossiers, de la réforme du droit d'asile.

## **3. Les affaires européennes et internationales**

- Les **échanges bilatéraux** d'informations entre l'OFPRA et ses homologues de l'Union Européenne ont été marqués par l'entrée en application en septembre 2003 du règlement du Conseil « Dublin II », qui s'est substitué à la convention de Dublin.

Comme les années précédentes, la plupart d'entre eux ont eu trait à des données d'ordre nominatif. Leur finalité a continué à varier selon le sens de l'échange. Les demandes reçues à l'OFPRA visaient dans leur quasi-totalité à la détermination de l'Etat responsable. Celles émises par l'Office ont tendu uniquement à faciliter l'examen de la demande d'asile. Les personnes concernées étaient en majorité demandeurs d'asile dans le pays en quête d'information (plus fréquemment qu'auparavant des mineurs non accompagnés).

La masse de ces échanges est demeurée relativement stable (autour d'un millier de requêtes), avec le même déséquilibre (l'OFPRA étant nettement plus demandeur qu'interrogé) et le même taux de réponses positives aux demandes formulées par l'Office (proche de 50 %). La Belgique est devenue le premier interlocuteur en volume, devant l'Allemagne (baisse d'activité à rapprocher de la fin, en cours d'année, de la mission de l'officier de liaison du BAFL à l'Office).

Les échanges avec les Etats non membres de l'Union Européenne, de même que ceux portant sur des informations d'ordre général (procédure, doctrine/jurisprudence, statistiques) sont restés marginaux.

- Les travaux du groupe **Eurasil** ont notamment permis d'examiner les perspectives d'harmonisation en matière de visas délivrés au titre de l'asile, les méthodes d'établissement de l'identité et/ou la nationalité des demandeurs d'asile dépourvus de documents, les modalités de prise en compte des menaces de mutilations sexuelles invoquées par des femmes, ainsi que la situation des demandeurs d'asile en provenance d'Afghanistan et de République Démocratique du Congo.

- La participation au suivi des **textes législatifs élaborés au sein de l'Union** a essentiellement eu trait à la proposition de directive sur les normes minimales relatives aux procédures d'octroi et de retrait du statut de réfugié, en relation avec l'avancement de la réforme du dispositif national de l'asile, notamment sur la question de l'entretien généralisé et celle des pays « sûrs ».

#### **4. Les affaires judiciaires et la dactyloscopie**

- La croissance modérée du nombre des demandes d'asile a conduit, en 2003, à une légère augmentation du nombre des **fiches dactyloscopiques** reçues des **préfectures** et traitées au moyen du fichier informatisé géré par l'Office en vue de la détection des tentatives d'obtention frauduleuse de ce statut (52 052).

- Le nombre des empreintes digitales transmises par des **partenaires européens** dans le cadre des dispositions de la convention de **Dublin**/du règlement « Dublin II » a, par contre, connu une baisse sensible (6 604 contre 10 305). Cette évolution doit être rapprochée de l'entrée en service, le 15 janvier 2003, de l'unité centrale européenne « **Eurodac** », créée pour la comparaison des empreintes digitales afin de faciliter l'application de la convention/du règlement précité(e).

Il importe cependant de noter que l'intérêt, pour un certain temps, d'interroger parallèlement les fichiers nationaux tient au fait que les données plus anciennes qu'ils contiennent n'ont pas été versées dans cette unité centrale.

- Enfin, une chute importante du nombre de **réquisitions/commissions rogatoires** a été observée (74 contre 244).

## **IV. LE SERVICE DE L'ACCUEIL**

Avec des effectifs stabilisés, le service de l'accueil a bénéficié en septembre 2003, grâce au déménagement, d'une installation dans des nouveaux locaux plus vastes et mieux adaptés à la fois pour les agents et pour le public.

Le service a ainsi accueilli au cours de l'année, un total de 106 794 personnes soit une moyenne de 425 par jour ouvré (+ 11 % par rapport à 2002).

A l'occasion du déménagement, une partie des attributions du service a été confiée à la division de la Protection : 3 agents, dont les 2 standardistes qui s'étaient portées volontaires, ont rejoint le nouveau service de « l'accueil protection » placé sous l'autorité du chef de la division de la Protection.

Toutes les autres tâches, comme l'accueil des personnes convoquées, la réception des demandeurs d'asile et de certains réfugiés statutaires sont restées de la compétence de ce service.

Les personnes convoquées ont désormais leur propre salle d'attente. Le nombre des boxes d'entretien est passé de 28 dans les anciens locaux à 42.

La difficulté principale reste le fonctionnement du « standard téléphonique ».

## **V. LE SERVICE DE DOCUMENTATION ET RECHERCHES**

Tandis que les activités de collecte et de traitement de l'information appellent les mêmes commentaires qu'en 2002, les prestations du service (recherches et produits documentaires) ont baissé en nombre mais crû en complexité. Elles ont généré de nombreux contacts avec des services homologues étrangers ; et l'année 2003 marque un rapprochement du service avec ses partenaires, notamment au niveau européen. En même temps qu'il améliorerait considérablement les conditions de travail de ses agents, le déménagement du service sur un site commun à l'ensemble de l'Office a commencé à favoriser la mise en place de synergies avec certains de ses utilisateurs, plus nombreux désormais à fréquenter sa bibliothèque.

### **1.- Les prestations du service**

#### **1.1.- Bilan statistique**

La baisse, amorcée l'an passé, des demandes de recherches s'est poursuivie en 2003 tandis que la nature de ces dernières se modifiait substantiellement. Le service a en effet enregistré 547 demandes contre 657 l'an passé et surtout 766 en 2001, année qui avait marqué un tournant décisif dans les activités du service.

L'installation d'Internet dans les divisions géographiques, combinée au raccourcissement des délais d'instruction, constitue l'explication principale de cette situation. Soixante et un « produits documentaires » ont été réalisés, dont 28 dossiers pays<sup>1</sup> ainsi que des chronologies et des notes de synthèse thématiques.

#### **1.2.- Répartition des demandes de recherches par pays et services**

Comme l'an passé, l'essentiel des demandes de recherches a porté sur le continent africain (y compris l'Afrique du Nord, notamment l'Algérie), la Géorgie ayant cependant rejoint le groupe des premiers pays demandés. La RDC (105 demandes), le Congo Brazzaville (51), la Côte d'Ivoire (30), la Mauritanie (26) et l'Angola constituent, comme à l'accoutumée, les postes les plus importants.

### **2.- Les nouvelles orientations dans les activités du service**

#### **2.1.- En interne**

□ L'élargissement des critères d'éligibilité au statut de réfugié et la mise en place de la protection subsidiaire par la loi du 11 décembre 2003 supposent un recours plus important à l'information sur les pays d'origine : des faits et des situations qui, jusqu'à présent n'étaient pas examinés puisqu'ils ne relevaient pas de la convention de Genève, entrent désormais dans son

---

<sup>1</sup> Cette tâche a occupé les effectifs du service pendant plus de 2 mois en début d'année.

champ d'application et doivent être vérifiés. Il en est de même de nouvelles notions qui doivent être appréciées au regard d'informations fiables et méthodiquement recherchées : asile interne, incapacité des autorités, pays d'origine et pays tiers sûrs.

Ainsi, dans la perspective de l'éventuelle application de la protection subsidiaire à des requérants provenant d'Algérie, le service a élaboré, en fin d'année 2003, une fiche sur ce pays en collaboration avec des officiers de protection spécialistes du sujet.

□ Cette évolution a fait émerger des complémentarités avec le travail des divisions. Des synergies se développent, facilitées par la localisation du service sur un emplacement commun à celui de ses utilisateurs. Diverses réunions ont permis de mieux définir les besoins, d'adapter le travail du service et de bénéficier, à l'occasion, des connaissances, voire de l'expertise, d'officiers de protection affectés en division géographiques.

## **2.2.- En relation avec des services homologues**

□ Sur le plan bilatéral, des relations sont entretenues de longue date avec des services homologues, qui visent à l'échange d'informations géopolitiques.

Elles permettent à l'Office de bénéficier de sources d'information qui seraient autrement inaccessibles. En 2003, de nouveaux liens ont été établis avec la direction des recherches de la CISR du Canada, dont le Directeur s'est rendu à l'Office. Une visite des homologues suisses de l'OFPRA en fin d'année 2003 s'est aussi traduite, début 2004, par un rapprochement des services de documentation des deux offices.

Le CEDOCA, puissant service de documentation de nos homologues belges, reste cependant le premier partenaire du service. La coopération revêt différents aspects : conférences données à l'Office par deux chargés de recherches belges à leur retour de mission en Algérie et en RDC, contacts fréquents entre les agents des deux services à l'occasion de recherches, transmission par le CEDOCA de produits documentaires. Ces relations ont été favorisées par des initiatives prises dans le cadre de l'Union Européenne.

□ La construction européenne n'est en effet pas sans impact sur les activités du service. Ceci à plusieurs égards :

La participation du service à des réunions du groupe Eurasil (RDC, Méthode d'établissement de l'identité et de la nationalité) s'est avérée utile sur le plan du recueil d'informations et des contacts avec les partenaires européens.

La réunion sur les "méthodes d'établissement de l'identité et de la nationalité" a notamment permis de mesurer l'importance que revêt l'information sur les pays d'origine, condition d'un "examen approprié des demandes d'asile"<sup>2</sup>, aux yeux de la Commission Européenne.

Cette dernière a d'ailleurs annoncé qu'elle envisageait de prendre des initiatives visant à favoriser les échanges sur ce plan entre Etats membres, ainsi que des actions communes. Un sous-groupe de travail sur ce thème pourrait être constitué en 2004.

- Par ailleurs, l'Office s'est porté candidat, conjointement avec le CGRA (Belgique) rejoint par l'ODR (Suisse), pour bénéficier d'un financement du programme ARGO géré par la Commission Européenne. Il s'agit en l'occurrence d'un projet visant "au développement d'un cadre de référence commun pour le traitement des demandes d'asile de la République Démocratique du Congo et l'élaboration d'une documentation pratique commune d'aide à la

---

<sup>2</sup> Article 7 b du projet de directive "procédure".

décision". Quelle que soit l'issue de cette démarche, le service Documentation & Recherches a été très impliqué dans la préparation du projet qui a provoqué plusieurs séances de travail avec ses homologues belges, et suisses en début d'année 2004.

## **VI. LES MOYENS**

### **1. Les ressources humaines.**

Si l'année 2003 pourrait s'inscrire dans la continuité des années précédentes tant en matière de croissance des effectifs que sur la politique des ressources humaines, elle est pourtant singulière.

Plusieurs actions exogènes ont, en effet, contribué à façonner une nouvelle identité de l'Etablissement. Par ordre chronologique :

- le recrutement en nombre d'agents contractuels en début d'année a doublement modifié le visage de l'Office. Il a été à l'origine de nouveaux rapports humains : un effet seuil a été atteint qui conduit à une plus forte dilution des individus parallèlement à un développement des identités statutaires renforcé par l'homogénéité des nouveaux recrutés ;
- l'emménagement dans des locaux neufs, rendu nécessaire par ce changement d'échelle et la dispersion antérieure des services, a permis de trouver un nouvel espace de respiration mais également de consolider ces nouveaux rapports ;
- la réorganisation des services préalable à la réforme de l'asile a été l'occasion de jeter les bases d'une nouvelle gestion des ressources humaines.

D'où :

- une professionnalisation des recrutements y compris dans l'accompagnement des jeunes recrues, accueil et formation ;
- une politique de gestion des emplois et des compétences par anticipation visant à optimiser l'apport de chacun et réduire le traitement administratif interne des dossiers ;
- une ébauche d'une plus grande mobilité des agents en interne.

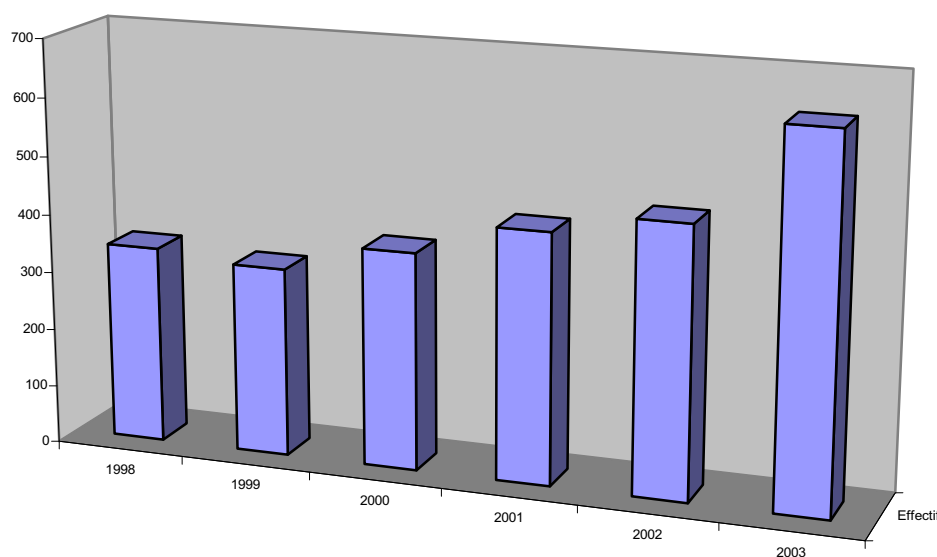
#### **1.1. Des effectifs toujours en croissance qui modèlent une nouvelle identité.**

La forte augmentation des effectifs budgétaires (+ 180 postes soit + 44 %) s'inscrit dans le cadre de la politique de recrutement d'agents contractuels initiée en octobre 2001.

Outre 9 emplois qui ont été transférés au budget de l'Office correspondant à des intégrations d'agents de catégorie C mis précédemment à disposition par le Ministère des Affaires Etrangères, 171 emplois contractuels ont été créés.

Un quart a été affecté à la Commission des Recours des Réfugiés (CRR) et une partie plus infime à la Direction des Français à l'Étranger et des Étrangers en France (DFAE). La ventilation par catégorie d'affectation est la suivante :

	OFPRA	CRR	DFAE
A	73	32	8
B	4	4	12
C	23	9	6
s/total	100	45	26



Quant à la variation de l'effectif réel, elle s'inscrit dans la même dynamique que l'effectif budgétaire avec une hausse de 37 % en 2003.

La moindre augmentation de l'effectif réel (écart de 7 points) s'explique pour moitié par l'anticipation de recrutement d'une dizaine d'agents contractuels en 2002 sur les emplois à venir, et par un nombre accru de départs d'agents titulaires en 2004 pour l'autre moitié, dont les motifs par ordre décroissant d'importance sont les suivants :

- détachement à l'extérieur (seulement 1 % de l'effectif réel moyen) ;
- congé pour disponibilité ou parental (moins de 1 % de l'effectif réel moyen) ;
- départ en retraite ou réussite à un concours (cas isolés).

Le recrutement de masse réalisé en janvier 2003 a modifié la répartition contractuels / titulaires. Alors qu'elle s'établissait à 1 contractuel pour 4 titulaires sur les trois dernières années, elle a été en 2003 de 2 pour 5.

L'essentiel des recrutements ayant porté sur les métiers de l'instruction ou de rapporteur, la proportion de contractuels y est encore plus importante : respectivement 65 % et 50 %.



Cette double concentration, métier et temporelle, s'est accompagnée d'une homogénéité dans les recrutements : en effet, il s'agit d'une population dont l'âge moyen n'excède pas 25-30 ans, diplômée de l'enseignement supérieur, marquant une ouverture sur les relations internationales attestée soit par le maniement de langues étrangères soit par une première expérience professionnelle à l'étranger.

## **1.2. L'opportunité saisie d'une réorganisation des services dans de nouveaux locaux.**

L'emménagement dans des nouveaux locaux modernes et résolument fonctionnels, rendu nécessaire à la fois par la taille des effectifs et par l'implantation précédente sur trois sites, a initié une remise en cause de certaines habitudes de travail ne serait-ce que pour définir l'aménagement idoine.

Cette réflexion s'est traduite par diverses mesures d'amélioration et de rationalisation : redéfinition des tâches d'exécution de certains agents, recours à une utilisation plus importante des outils bureautiques, organisation en pool de certains secrétariats, optimisation de la gestion des boxes et de la ressource interprétariat.

Elle a aussi coïncidé avec la fin de la formation des nouveaux officiers de protection et leur intégration dans quatre divisions, ainsi qu'à la Commission des recours des réfugiés qui a bénéficié des locaux libérés par l'Office au dernier trimestre. La création de sections et d'unités supplémentaires a généré un besoin d'encadrement complémentaire.

Dans le prolongement de ces actions, une réorganisation des services plus conséquente a eu lieu durant le dernier trimestre de manière à anticiper la réforme de l'asile au 1<sup>er</sup> janvier 2004. Etablie sur la base de quatre divisions géographiques, elle a entériné la professionnalisation des officiers de protection par aire géopolitique du point de vue du traitement de la demande d'asile.

## **1.3. La politique des ressources humaines, entre continuité et nouveauté.**

A effectif constant, le service des ressources humaines a su absorber l'onde de choc tout en préservant la continuité de la gestion.

### **1.3.1. L'extrapolation de l'expérience acquise précédemment dans la gestion de l'accueil de nouveaux officiers de protection a permis de faire face à l'échéance du 1<sup>er</sup> janvier 2003.**

La prise en charge administrative et financière des 171 agents supplémentaires a été traitée sans incident aucun et dans un temps record.

Les nouveaux agents ont ainsi pu être accueillis dès le 2 janvier, un programme de formation leur permettant d'accéder à une autonomie de travail deux mois après.

Tant l'expérience en matière de recrutement – avec notamment la constitution de jury de sélection - que du point de vue du traitement logistique ont contribué par la suite à clore par anticipation les recrutements 2004 de l'Office à la mi-décembre (prise en charge administrative et programme de formation inclus).

### **1.3.2. Le nombre ainsi que les spécificités de recrutement et d'affectation ont impliqué le développement de méthodes de gestion nouvelles.**

Avec près de 230 agents contractuels, l'Office a été confronté à une augmentation naturelle des remplacements et au renouvellement des contrats, ceux-ci étant liés à l'année civile.

Au cours de l'année, le service a procédé au remplacement de 19 agents dont 10 au titre des fonctions d'instruction ou de rapporteur, soit 8 % de la totalité des contractuels. Pour la seule vague de recrutement 2003, le pourcentage de remplacement s'établit à 7 % (hors départs involontaires de fin d'année). Tous ces remplacements ont été conduits dans des délais courts permettant ainsi d'assurer la continuité du service (constitution de vivier et réactivité de traitement dans le processus de recrutement).

Pour la première fois à l'OFPRA, le renouvellement des contrats a été différencié selon la performance des agents :

- non reconduction des contractuels ne donnant pas satisfaction ni qualitativement ni quantitativement ;
- reconduction à l'identique pour les autres ou à un indice supérieur pour tenir compte de leur ancienneté en cas de performance notable.

13 agents n'ont pu bénéficier d'un renouvellement de leur contrat portant à plus de 14 % le taux de sortie des recrutements 2003.

### **1.3.3. L'amorce d'un recours à une plus forte mobilité interne.**

L'accueil d'une population plus jeune et plus mobile contribue à modifier les habitudes et à créer les conditions pour une plus grande mobilité en interne, source de réactivité et prémisses d'une gestion plus dynamique des ressources humaines.

La réorganisation introduite au troisième trimestre a été l'occasion de lancer un chantier de cette nature : à l'instar des années précédentes, une fiche de vœux a été distribuée à l'ensemble du personnel avec une ouverture sur trois choix de ré-affectation. Concomitamment des postes d'adjoint aux Chefs de division ont été créés, et le nombre de Chefs de section a été étendu.

Si les appels à candidature ont généré des vocations, en revanche la mobilité a connu un succès plus relatif, seule une vingtaine d'agents ayant bougé in fine. Il est intéressant de relever la corrélation inverse entre l'ancienneté et l'aspiration au changement.

Ce chantier a toutefois permis d'allouer aux quatre divisions géographiques les ressources nécessaires à leur mission. Il a également posé les jalons d'une recherche de mobilité interne plus importante. Le succès croissant des appels à candidature du début de l'année 2004 concernant la création de nouveaux bureaux - bureau de l'enregistrement avancé (BEA) et bureau du maintien de la protection (BMP)- consécutivement à la réforme de l'asile est à ce sujet encourageant.

### **1.3.4. La permanence des actions du service des ressources humaines.**

Ces changements ne doivent pas occulter les actions antérieures engagées par les ressources humaines et qui trouvent leur continuité dans :

- l'organisation d'un concours interministériel de catégorie B avec les Ministères de l'Intérieur et de l'Équipement qui s'est concrétisé par l'arrivée de cinq agents ;

- la poursuite des formations linguistiques, toujours en complément de celles organisées par le Ministère des Affaires Etrangères. Cette année, a été privilégiée une diffusion du savoir avec une meilleure interactivité sur des périodes plus courtes et des horaires révisés pour tenir compte des impératifs de chacun ;

- le prolongement de l'application de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 dite "Loi SAPIN" relatif à la résorption de l'emploi précaire avec la rédaction et la présentation au Conseil d'Etat du projet de décret organisant le concours de fonctionnaires de catégorie A, B et C. L'action menée en 2003 permettra l'organisation de concours en 2004 dès publication du décret.

#### **1.4. L'informatisation des ressources humaines, une nécessité et une priorité pour l'année à venir.**

Le recours à un système informatisé dans le cadre de la gestion des ressources humaines devient, au fil de l'augmentation des effectifs et de la complexité des cas à gérer, de plus en plus indispensable.

Le remplacement de l'ancien logiciel de gestion du temps SYSTIME par le nouveau logiciel CHRONOS a simplifié la gestion administrative par l'automatisation du règlement intérieur et des règles de gestion de la fonction publique tout en permettant la suppression d'une partie du support papier.

Les agents concernés libérés de tâches fortement consommatrices de temps sont progressivement redéployés vers d'autres actions à plus forte valeur ajoutée.

Plus généralement, en permettant un partage de l'information en temps réel par tous et un accès convivial et personnalisé via l'intranet à un menu interactif, CHRONOS préfigure l'organisation de demain des ressources humaines.

L'année 2004 sera sans conteste une année de consolidation marquée par une double priorité accordée :

- d'une part, à l'informatisation du service des ressources humaines,
- et de l'autre à la formation, qu'il s'agisse de répondre aux besoins d'une population nouvellement recrutée en développant des plans individuels ou plus traditionnellement d'organiser des concours.

## **2. Les actions informatiques**

La stratégie de **modernisation informatique** de l'Etablissement s'est inscrite en 2003, dans la continuité des projets pluriannuels initiés en 2001 et déclinés selon quatre axes majeurs : la **production**, les **réseaux bureautiques intra et internet**, les **applications administratives** et la **dactyloscopie** (comparaison d'empreintes digitales).

Selon ce découpage, deux événements marquants auront particulièrement contribué à la modernisation du deuxième item (architecture bureautique), avec des apports certains sur l'ergonomie et la productivité :

- **L'emménagement et le regroupement** des services de l'OFPRA sur un site unique techniquement plus adapté et doté d'une infrastructure réseau compatible avec les standards informatiques les plus récents ;

- **le recrutement massif** de 171 nouveaux agents, permettant la consolidation des domaines intra et internet, grâce à l'enrichissement du parc matériel en équipements neufs.

Concernant la production, l'achèvement de **l'informatisation complète du processus de convocation** (affectation des locaux et des interprètes, envoi des convocations, informations aux différents services compétents, statistiques) est venue considérablement renforcer les outils de gestion, notamment en termes de rationalisation des moyens et de capacité de pilotage, avec des retombées immédiates sur les conditions d'accueil et d'audition des demandeurs d'asile.

Parallèlement, l'entrée en vigueur au Luxembourg dans le cadre de la convention de Dublin de l'application européenne Eurodac de comparaison des empreintes digitales devrait faciliter l'identification de l'Etat compétent pour le traitement des dossiers présentés.

Enfin, l'informatisation d'un premier pan de l'activité des ressources consacré à la **gestion des temps de travail** (CHRONOS) ouvre le chantier des applications transversales ou de soutien.

Fortes de ces ancrages, les adaptations du système d'information nécessitées par la **réforme du droit d'asile** prévue en 2004 (protection subsidiaire, procédures prioritaires, liaisons extérieures, réorganisation, nouveaux recrutements,...) devraient pouvoir s'envisager plus efficacement.

### **3. L'activité d'interprétariat**

#### **I - L'interprétariat, un instrument essentiel au service de l'instruction de la demande d'asile.**

L'explosion de l'activité d'interprétariat en 2003 trouve son origine dans l'accroissement du nombre de dossiers traités, avec son corollaire, le renforcement de la capacité d'instruction à l'OFPRA et à la CRR (de l'ordre de 60%). Il s'en est suivi une hausse mensuelle des vacations de 33 % en moyenne répartie sur l'année (1 060 en 2003 contre 790 en 2002). Particulièrement sensible à partir du mois de mars, l'activité supplémentaire atteint 40% jusqu'à la fin de l'année.

S'agissant de l'OFPRA, on notera une diversification très sensible des langues utilisées (67 en 2003 contre 53 en 2002), dont certaines rares, comme le birman ou le ouïgour par exemple, qui n'étaient auparavant requises qu'à la CRR.

#### **II - La professionnalisation de l'interprétariat par le recours à la procédure de marchés publics.**

Pour la première fois, la mise en place de marchés d'interprétariat, communs à l'OFPRA et à la CRR, fractionnés en lots constitués d'une ou plusieurs langues, a permis d'encadrer le métier d'interprète, insuffisamment réglementé en matière de tarifs et de diplômes.

La procédure des marchés publics a en effet légitimé, au moyen d'un cahier des charges ambitieux, l'augmentation des exigences linguistiques tout en sécurisant, par la diversification des titulaires, la réalisation des prestations. Au total, au terme d'une procédure de 10 mois, 26 parmi les 33 lots ouverts à la concurrence européenne, ont été attribués à une dizaine de prestataires, chargés de fournir 95 % des prestations d'interprétariat oral et de traduction écrite nécessaires à l'Etablissement.

Mais ces marchés ont eu une contrepartie financière : une hausse tarifaire de la vacation d'environ 30 % (le coût moyen étant de 121 € fin 2003 contre 95 € en 2002).

**Enfin l'automatisation de la gestion des convocations**, évoquée dans le point précédent, permet une gestion rigoureuse des vacations d'interprétariat et un suivi précis de l'évolution des besoins d'interprétariat par langue.

---

## PERSPECTIVES

---

L'année 2003 fut une année exceptionnelle pour l'OFPPA. L'Office a réussi, malgré la poursuite modérée de l'augmentation de la demande d'asile, à assainir sa situation en réduisant drastiquement son stock et ses délais de traitement. Il s'est réinstallé dans de nouveaux locaux modernes et fonctionnels. Il a non seulement largement contribué à la réflexion sur la réforme du droit d'asile mais s'est préparé dans son organisation et dans sa doctrine à mettre en œuvre les nouveaux textes.

Devenu guichet unique de la demande d'asile qui, sous toutes ses formes, est adressée à la France, l'Office a pris une nouvelle dimension à la fois sur le plan du volume et sur le plan doctrinal :

Pour faire face à cette demande, il doit prendre désormais 7000 décisions par mois.

Environ 15 % de ces décisions devront être prises dans des délais légaux réduits et contraignants.

D'ici peu il doit atteindre l'objectif d'un délai moyen de traitement de deux mois.

Il doit mettre en pratique des concepts nouveaux : demande manifestement infondée, asile subsidiaire, auteur non étatique de persécution, asile interne, pays d'origine sûrs...

Il va assumer de nouvelles obligations vis-à-vis des préfetures.

Il doit poursuivre l'effort d'amélioration d'accueil, d'écoute et de service pour les bénéficiaires de sa protection.

Il va dans quelques mois se voir déléguer la responsabilité d'émettre l'avis du ministère des affaires étrangères sur les demandes d'asile présentées à la frontière.

Il va transférer au service des archives du quai d'Orsay, 1,8 kms d'archives dites « mortes ».

Bénéficiant depuis quelques mois d'une station « Sartre » lui permettant de recevoir et d'émettre des télégrammes diplomatiques, l'Office va raccorder, dans le courant de l'année 2004, son intranet à celui du ministère des affaires étrangères, permettant à chaque agent d'avoir une adresse internet protégée et d'avoir accès à d'utiles bases de données.

L'ensemble du personnel de l'Office a démontré par une année 2003 réussie qu'il saurait être à la hauteur des défis de l'année 2004.

Pierre VIAUX  
Directeur de l'OFPPA  
*8 avril 2004*

## Annexes

	Nbre de pages
Remarques méthodologiques .....	1
<b><u>Annexe 1</u></b> : La Demande d’asile comparée .....	1
<b><u>Annexe 2</u></b> : Demandes d’asile, réexamens et décisions prises par l’OFPRA en 2003.....	1
<b><u>Annexe 3</u></b> : La Demande d’asile comparée par division géographique.....	1
<b><u>Annexe 4</u></b> : Demandes d’asile, réexamens, et décisions prises par nationalité .....	3
<b><u>Annexe 5</u></b> : Premières demandes d’asile mensuelles.....	2
<b><u>Annexe 6</u></b> : Demandes d’asile 2003 par sexe, âge et situation familiale .....	1
<b><u>Annexe 7</u></b> : Demandes d’asile par département d’APS et par département de résidence.....	1
<b><u>Annexe 8</u></b> : Demandes d’asile et réexamens 2003 sur procédure prioritaire.....	2
<b><u>Annexe 9</u></b> : Décisions prises en première instance (hors CRR) en 2003.....	1
<b><u>Annexe 10</u></b> : Reconnaissances du statut de réfugié en 2003 selon le motif.....	1
<b><u>Annexe 11</u></b> : Taux d’accord OFPRA et taux global d’admission – année 2003 pour quelques nationalités parmi les plus significatives.....	1
<b><u>Annexe 12</u></b> : Nombres et taux d’accord et de rejet depuis 1981 .....	1
<b><u>Annexe 13</u></b> : Activité de la division de la protection - année 2003 .....	1
<b><u>Annexe 14</u></b> : Estimation du nombre de réfugiés statutaires au 31 décembre 2003 .....	3
<b><u>Annexe 15</u></b> : Activité du service de l’accueil – année 2003 .....	1

## REMARQUES MÉT HODOLOGIQUES

- Les données 2003 ont été arrêtées au 20 mars 2004.

### - Les divisions géographiques en 2003, sont réparties comme suit :

\* **Europe & Bassin méditerranéen (EUR)**, y compris Turquie, Moyen et Proche-Orient, Péninsule Arabique, Asie Centrale.

La section en charge des **Apatrides** est rattachée à la division Europe.

\* **Asie (ASI)**, y compris Mongolie et Pakistan.

\* **Afrique-Amériques (AFM)**, Afrique sub-saharienne hors Maghreb, Mauritanie, Corne de l'Afrique et Soudan compris.

\* A ces 3 divisions chargées de traiter le flux, a été ajoutée en décembre 2001, la **division EURAFRIQUE (EFI)**, plus spécialement chargée de traiter une partie du stock européen et africain.

- L'O.F.P.R.A. a choisi de présenter les données par nationalité et par continent plutôt que par division géographique, dans la mesure où certaines nationalités sont, depuis la création d'Eurafrrique, traitées par 2 divisions distinctes.

- Les données relatives aux nationalités comptant moins de 5 demandes déposées, ou moins de 5 réfugiés reconnus dans l'année considérée, sont confidentielles pour des raisons de sécurité des personnes.

- **Les décisions** : CR = reconnaissance du statut de réfugié ; RJ = rejet d'une demande d'asile ; AN = reconnaissance suite à une annulation de la Commission des Recours des Réfugiés (C.R.R.) => total décisions OFPRA = CR + RJ

Calcul du taux d'accord < 2001 =  $(\text{CR } \underline{\text{dont AN}}) / \text{total décisions (CR } \underline{\text{dont AN}} + \text{RJ}) \%$

Depuis 2001, calcul du **taux d'accord OFPRA** =  $\text{CR } (\underline{\text{hors AN}}) / \text{total décisions OFPRA (CR + RJ)} \%$

Calcul du **taux global d'admission** =  $(\text{CR} + \text{AN}) / \text{total décisions OFPRA (CR + RJ)} \%$ , les AN se substituant à des RJ antérieurement comptabilisés.

- Les décisions prises au cours d'une année donnée ne correspondent pas forcément à des demandes déposées la même année, mais peuvent correspondre à des demandes déposées antérieurement.

- **Les délais de traitement** correspondent au nombre de jours écoulés entre le dépôt de la demande d'asile et la prise de décision ; les dossiers en attente de décision sont, de fait, exclus du calcul.

A noter que plus l'on traite des dossiers anciens, c'est-à-dire plus l'on "déstocke", plus le délai de traitement aura tendance à s'allonger.

- **Les enfants mineurs accompagnants les demandeurs d'asile** sont enregistrés à titre personnel en tant que tels dans la base informatique depuis le mois de mai 2002.

Les enfants de réfugiés, qui étaient jusqu'en 2001 comptés comme primo-entrants, puis primo-référugés, au moment où ils demandaient l'asile à titre personnel entre 16 et 18 ans, ne sont plus comptés en tant que tels, puisqu'ils bénéficiaient déjà automatiquement de la reconnaissance du statut de réfugié accordée antérieurement à leurs parents./.

**ANNEXE I**  
**LA DEMANDE D'ASILE COMPAREE**  
**2002 - 2003**

	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>évolution 2003/2002 %</b>
Premières demandes	51 087	<b>52 204</b>	2,2%
Réexamens	1 790	2 225	24,3%
<b>Total demandes (hors mineurs)</b>	<b>52 877</b>	<b>54 429</b>	<b>2,9%</b>
moyenne mensuelle	4 406	4 536	
Premières demandes mineurs accompagnants*	7 900	7 564	
<b>Total DEMANDES</b>	<b>60 777</b>	<b>61 993</b>	<b>2,0%</b>
Accords	6 326	6 526	3,2%
<b>Taux accord ofpra %</b>	<b>12,6%</b>	<b>9,8%</b>	
Rejets	43 880	59 818	36,3%
<b>Total décisions O.F.P.R.A. (hors mineurs) (hors radiations)</b>	<b>50 206</b>	<b>66 344</b>	<b>32,1%</b>
moyenne mensuelle	4 184	5 529	
Accords suite annulation C.R.R.	2 169	3 264	50,5%
<b>Total accords</b>	<b>8 495</b>	<b>9 790</b>	<b>15,2%</b>
<b>Taux global d'admission %</b>	<b>16,9%</b>	<b>14,8%</b>	

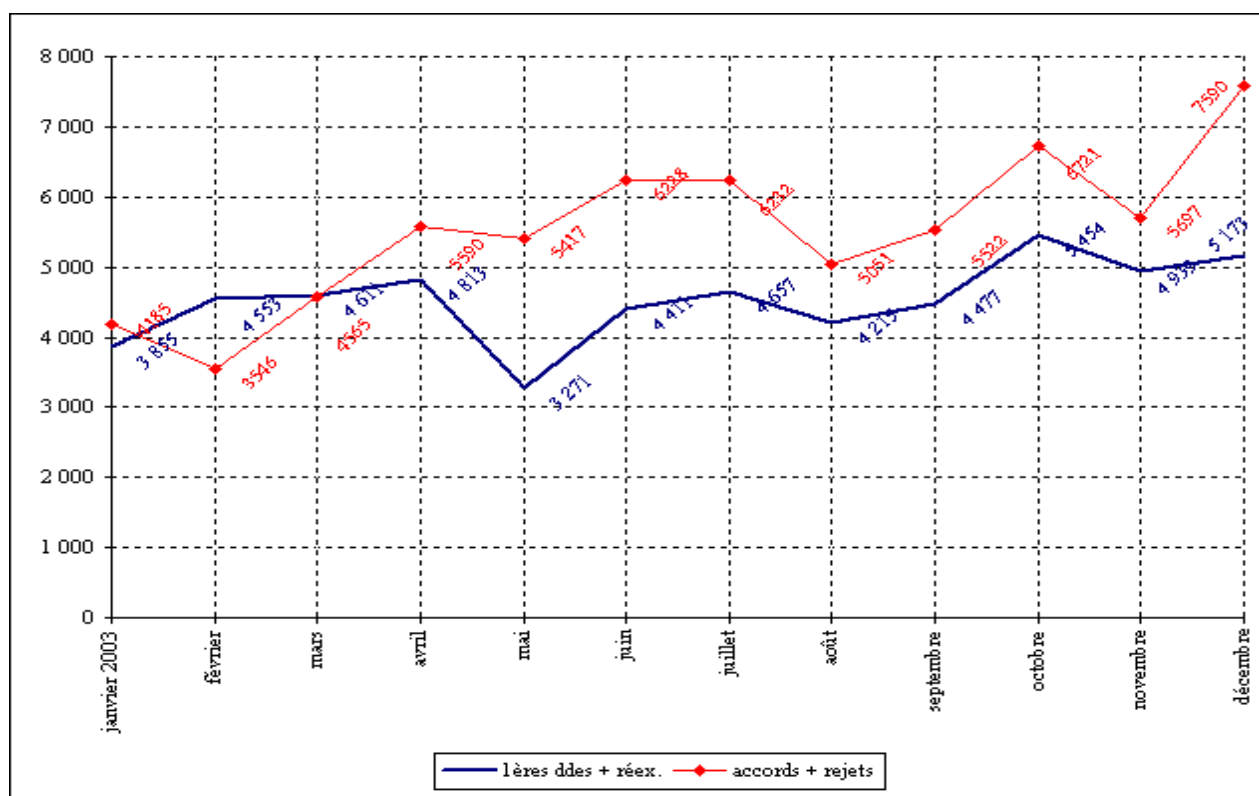
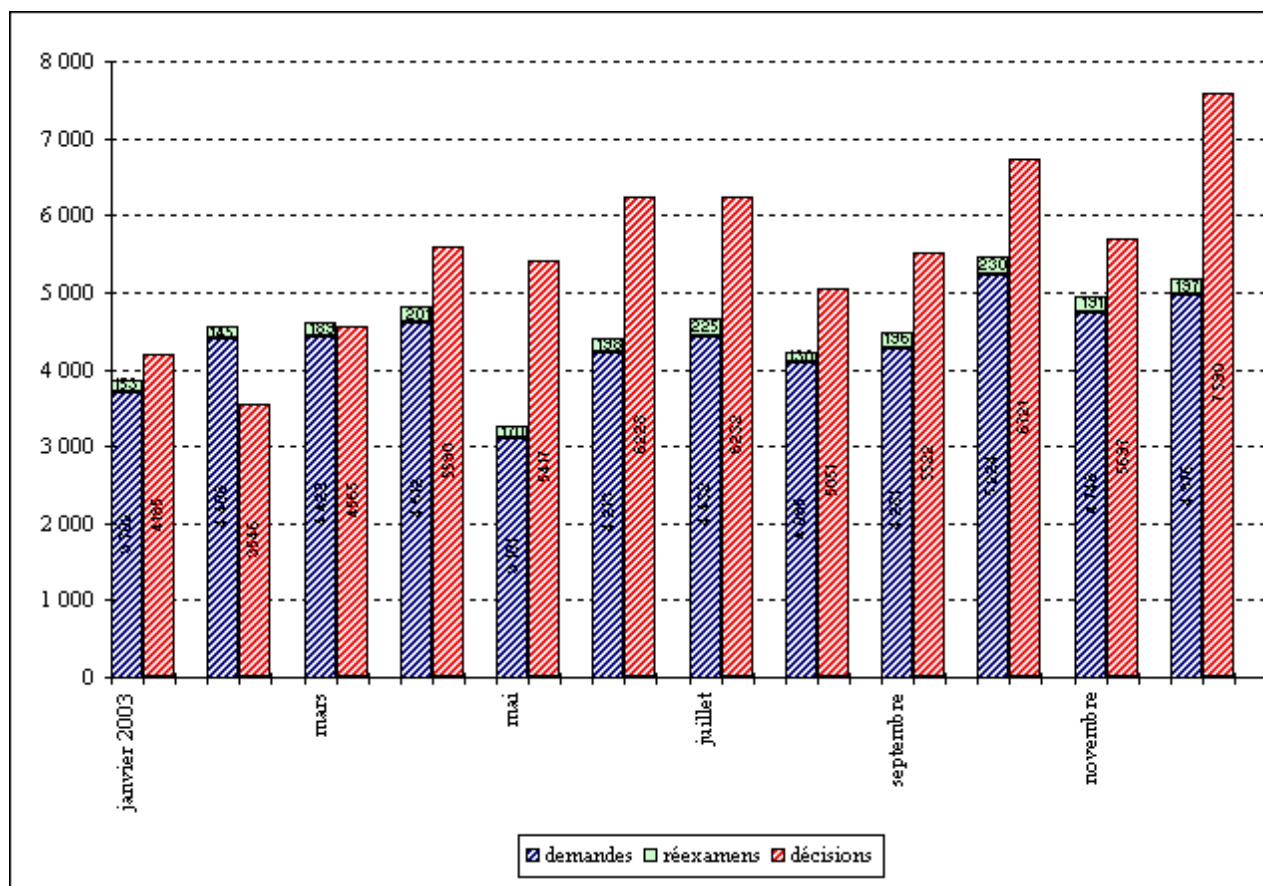
\* mineurs accompagnants 2002 = estimation à partir de la projection sur 12 mois des données enregistrées de mai à décembre 2002



## ANNEXE II

### DEMANDES D'ASILE, RÉEXAMENS ET DÉCISIONS PRISES PAR L'O.F.P.R.A.\* EN 2003

données hors mineurs accompagnants



\* hors CR suite à annulations de la CRR

ANNEXE III

**O.F.P.R.A. LA DEMANDE D'ASILE COMPARÉE PAR DIVISION GÉOGRAPHIQUE - année 2003**

	EUR		ASI		AFM		total Demandes hors mineurs A	dont premières demandes	dont réexamens	évolution Demandes (m/m-1) %	1ères demandes mineurs A	Total général
	demandes	dont réex	demandes	dont réex	demandes	dont réex						
déc 2002	2 175	62	582	42	1 988	67	4 745	4 574	171		660	5 405
janvier 2003	1 798	68	460	35	1 597	50	3 855	3 702	153	-19%	545	4 400
février	2 017	70	595	26	1 941	49	4 553	4 408	145	18%	665	5 218
mars	1 983	91	648	37	1 980	61	4 611	4 422	189	1%	674	5 285
avril	1 957	123	758	26	2 098	52	4 813	4 612	201	4%	670	5 483
mai	1 405	93	559	37	1 307	40	3 271	3 101	170	-32%	449	3 720
juin	1 873	73	846	52	1 692	73	4 411	4 213	198	35%	609	5 020
juillet	1 962	79	948	70	1 747	76	4 657	4 432	225	6%	695	5 352
août	1 593	55	1 030	27	1 592	48	4 215	4 085	130	-9%	566	4 781
septembre	1 803	85	1 007	29	1 667	82	4 477	4 281	196	6%	570	5 047
octobre	2 224	105	1 357	46	1 873	79	5 454	5 224	230	22%	789	6 243
novembre	1 903	94	1 395	34	1 641	63	4 939	4 748	191	-9%	620	5 559
décembre	2 204	115	1 226	34	1 743	48	5 173	4 976	197	5%	712	5 885

mai => baisse de la demande peut-être conjoncturelle, du fait notamment des grèves du tri postal

totaux	EUR		ASI		AFM		total Demandes hors mineurs A	dont premières demandes	dont réexamens	évolution Demandes (n/n-1) %	1ères demandes mineurs A	Total général
	demandes	dont réex	demandes	dont réex	demandes	dont réex						
12 mois 2002	21 546	808	7 340	446	23 991	536	52 877	51 087	1 790		7 884	60 761
12 mois 2003	22 722	1 051	10 829	453	20 878	721	54 429	52 204	2 225	2,9%	7 564	61 993

moyennes	EUR		ASI		AFM		total Demandes hors mineurs A	dont premières demandes	dont réexamens	évolution Demandes (t / t-1) %	1ères demandes mineurs A	Total général
	demandes	dont réex	demandes	dont réex	demandes	dont réex						
1er trim 2003	1 933	76	568	33	1 839	53	4 340	4 177	162		628	4 968
2ème trim 2003	1 745	96	721	38	1 699	55	4 165	3 975	190	-4,0%	576	4 741
3ème trim 2003	1 786	73	995	42	1 669	69	4 450	4 266	184	6,8%	610	5 060
4ème trim 2003	2 110	105	1 326	38	1 752	63	5 189	4 983	206	17%	707	5 896
rappel année 2002	1 796	67	612	37	1 999	45	4 406	4 257	149		657	5 063
moyenne 12 mois 2003	1 894	88	902	38	1 740	60	4 536	4 350	185	2,9%	630	5 166

Divisions géographiques : EUR = Europe & bassin méditerranéen, dont Apatrides ; ASI = Asie ; AFM = Afrique-Amériques

Demandes = 1ères demandes + réexamens ; total général = 1ères demandes + réexamens + mineurs A

Le nb de mineurs accompagnants (A) non connu exactement pour les 4 premiers mois de 2002 est le résultat d'une extrapolation par rapport aux données enregistrées de mai à décembre.

## DEMANDES D'ASILE, RÉEXAMENS ET DÉCISIONS PRISES PAR NATIONALITÉ

CONTINENT	DEMANDES OFFRA					décisions OFFRA (hors mineurs A)				admission globale (hors mineurs A)		
	total demandes hors mineurs A	dont 1ères demandes	dont réex	demandes mineurs A	total général	TOTAL	CR	RJ	% accord	CR suite AN	total CR	% CRT
Europe	18 861	17 859	1 002	4 481	23 342	22 882	2 473	20 409	10,8%	1 481	3 954	17,3%
Asie	11 998	11 514	484	456	12 454	8 956	561	8 395	6,3%	542	1 103	12,3%
Afrique	21 513	20 933	580	2 449	23 962	32 536	3 212	29 324	9,9%	1 102	4 314	13,3%
Amériques	1 920	1 761	159	168	2 088	1 859	227	1 632	12,2%	139	366	19,7%
section Apatrides	137	137		10	147	111	53	58	47,7%		53	47,7%
<b>TOTAL</b>	<b>54 429</b>	<b>52 204</b>	<b>2 225</b>	<b>7 564</b>	<b>61 993</b>	<b>66 344</b>	<b>6 526</b>	<b>59 818</b>	<b>9,8%</b>	<b>3 264</b>	<b>9 790</b>	<b>14,8%</b>

mineurs A = mineurs accompagnants

CR = accord ; RJ = rejet ; AN = annulation C.R.R.

taux accord offrpa % = CR / total décisions offrpa (CR + RJ) %

% CRT = taux global admission % = CR+AN / total décisions OFFRA (CR + RJ) %

Les données relatives aux nationalités comptant moins de 5 demandes déposées, ou moins de 5 réfugiés reconnus dans l'année considérée, sont confidentielles pour des raisons de sécurité des personnes et ne doivent pas être diffusées sans un accord préalable de l'O.F.P.R.A.

EUROPE	DEMANDES OFFRA					décisions OFFRA (hors mineurs A)				admission globale (hors mineurs A)		
	total demandes hors mineurs A	dont 1ères demandes	dont réex	demandes mineurs A	total général	TOTAL	CR	RJ	% accord	CR suite AN	total CR	% CRT
Albanie	486	440	46	131	617	574	21	553	3,7%	121	142	24,7%
Arménie	852	794	58	312	1 164	1 144	63	1 081	5,5%	93	156	13,6%
Azerbaïdjan	385	370	15	162	547	538	117	421	21,7%	104	221	41,1%
Biélorussie	268	253	15	36	304	355	42	313	11,8%	30	72	20,3%
Bosnie Herz.	763	746	17	433	1 196	767	354	413	46,2%	23	377	49,2%
FYROM	227	210	17	66	293	334	4	330	1,2%	30	34	10,2%
Géorgie	1 400	1 331	69	395	1 795	2 018	90	1 928	4,5%	173	263	13,0%
Kazakhstan	117	112	5	42	159	232	11	221	4,7%	21	32	13,8%
Kirghizistan	70	68	2	27	97	97	5	92	5,2%	6	11	11,3%
Lituanie	19	18	1	1	20	20		20				
Moldavie	1 801	1 778	23	123	1 924	1 699	7	1 692	0,4%	37	44	2,6%
Ouzbékistan	74	68	6	26	100	138	7	131	5,1%	19	26	18,8%
Pologne	8	8		5	13	7		7				
Russie	2 219	2 147	72	1 200	3 419	2 276	828	1 448	36,4%	230	1 058	46,5%
Serbie & Monténégro	1 800	1 755	45	949	2 749	1 975	396	1 579	20,1%	138	534	27,0%
Slovaquie	68	68		33	101	72	2	70	2,8%	13	15	20,8%
Turquie	7 345	6 761	584	431	7 776	9 568	489	9 079	5,1%	368	857	9,0%
Ukraine	737	716	21	71	808	819	24	795	2,9%	70	94	11,5%
autres Europe	222	216	6	38	260	249	13	236	5,2%	5	18	7,2%
<b>TOTAL</b>	<b>18 861</b>	<b>17 859</b>	<b>1 002</b>	<b>4 481</b>	<b>23 342</b>	<b>22 882</b>	<b>2 473</b>	<b>20 409</b>	<b>10,8%</b>	<b>1 481</b>	<b>3 954</b>	<b>17,3%</b>

## DEMANDES D'ASILE, RÉEXAMENS ET DÉCISIONS PRISES PAR NATIONALITÉ

AMÉRIQUES	DEMANDES OFPRA					décisions OFPRA (hors mineurs A)				admission globale (hors mineurs A)		
	total demandes hors mineurs A	dont 1ères demandes	dont réex	demandes mineurs A	total général	TOTAL	CR	RJ	% accord	CR suite AN	total CR	% CRT
Argentine	5	5			5	11		11				
Brazil	13	13		4	17	13		13				
Colombie	112	109	3	30	142	117	33	84	28,2%	13	46	39,3%
Cuba	31	30	1		31	26	8	18	30,8%	1	9	34,6%
Guyana	42	42		3	45	73		73				
Haiti	1 555	1 403	152	85	1 640	1 471	174	1 297	11,8%	122	296	20,1%
Pérou	53	52	1	14	67	63	7	56	11,1%	1	8	12,7%
autres Amériques	109	107	2	32	141	85	5	80	5,9%	2	7	8,2%
<b>TOTAL</b>	<b>1 920</b>	<b>1 761</b>	<b>159</b>	<b>168</b>	<b>2 088</b>	<b>1 859</b>	<b>227</b>	<b>1 632</b>	<b>12,2%</b>	<b>139</b>	<b>366</b>	<b>19,7%</b>

ASIE	DEMANDES OFPRA					décisions OFPRA (hors mineurs A)				admission globale (hors mineurs A)		
	total demandes hors mineurs A	dont 1ères demandes	dont réex	demandes mineurs A	total général	TOTAL	CR	RJ	% accord	CR suite AN	total CR	% CRT
Afghanistan	327	325	2	28	355	350	66	284	18,9%	23	89	25,4%
Bangladesh	1 029	913	116	43	1 072	738	36	702	4,9%	60	96	13,0%
Birmanie	25	18	7		25	22	11	11	50,0%	5	16	72,7%
Cambodge	85	82	3		85	98	8	90	8,2%	4	12	12,2%
Chine	5 307	5 294	13	36	5 343	3 453	32	3 421	0,9%	7	39	1,1%
Inde	827	811	16	17	844	458	4	454	0,9%	23	27	5,9%
Irak	544	533	11	26	570	559	28	531	5,0%	9	37	6,6%
Iran	157	145	12	22	179	145	24	121	16,6%	33	57	39,3%
Israël	8	8		2	10	6		6				
Liban	36	34	2	7	43	26	3	23	11,5%	2	5	19,2%
Mongolie	392	392		71	463	241		241		8	8	3,3%
Népal	15	15			15	12	4	8	33,3%	2	6	50,0%
Pakistan	743	739	4	17	760	452	12	440	2,7%	16	28	6,2%
Sri Lanka	2 258	1 967	291	162	2 420	2 163	303	1 860	14,0%	342	645	29,8%
Syrie	45	41	4	14	59	41	6	35	14,6%	7	13	31,7%
Thaïlande	43	43			43	39		39				
Vietnam	69	69		6	75	62	16	46	25,8%		16	25,8%
autres Asie	88	85	3	5	93	91	8	83	8,8%	1	9	9,9%
<b>TOTAL</b>	<b>11 998</b>	<b>11 514</b>	<b>484</b>	<b>456</b>	<b>12 454</b>	<b>8 956</b>	<b>561</b>	<b>8 395</b>	<b>6,3%</b>	<b>542</b>	<b>1 103</b>	<b>12,3%</b>

## DEMANDES D'ASILE, RÉEXAMENS ET DÉCISIONS PRISES PAR NATIONALITÉ

AFRIQUE	DEMANDES OFFRA				décisions OFFRA (hors mineurs A)				admission globale (hors mineurs A)		
	total demandes hors mineurs A	dont 1ères demandes	dont réex	demandes mineurs A	TOTAL	CR	RJ	% accord	CR suite AN	total CR	% CRT
Algérie	2 448	2 431	17	363	2 830	115	2 715	4,1%	111	226	8,0%
Angola	1 079	1 046	33	363	2 360	169	2 191	7,2%	73	242	10,3%
Bénin	22	21	1	4	25		25				
Burkina Faso	33	31	2	1	34		34				
Burundi	74	74		15	67	22	45	32,8%	6	28	41,8%
Cameroun	782	777	5	29	963	61	902	6,3%	11	72	7,5%
Cap Vert	5	5									
Centrafrique	334	325	9	60	743	90	653	12,1%	13	103	13,9%
Comores	40	40		4	96	10	86	10,4%		10	10,4%
Congo	1 818	1 762	56	190	3 373	382	2 991	11,3%	127	509	15,1%
Côte d'Ivoire	1 338	1 329	9	91	1 397	218	1 179	15,6%	2	220	15,7%
Djibouti	15	15		5	38	9	29	23,7%		9	23,7%
Egypte	17	17		7	29	8	21	27,6%		8	27,6%
Erythrée	17	17		1	24	4	20	16,7%	1	5	20,8%
Ethiopie	38	37	1	3	69	37	32	53,6%		37	53,6%
Gabon	20	20		3	21		21				
Gambie	44	41	3		20		20				
Guinée Bissau	137	132	5	16	206	36	170	17,5%	4	40	19,4%
Guinée Conakry	798	775	23	33	1 037	42	995	4,1%	54	96	9,3%
Libéria	267	267		3	142	12	130	8,5%	1	13	9,2%
Libye	10	10			11		11				
Madagascar	305	305		102	375	29	346	7,7%	5	34	9,1%
Mali	1 216	1 202	14	39	1 226	3	1 223	0,2%	3	6	0,5%
Maurice (Ile)	15	15		5	16		16				
Mauritanie	2 456	2 324	132	56	4 579	506	4 073	11,1%	277	783	17,1%
Niger	29	29		3	33		33				
Nigéria	1 219	1 209	10	43	1 385	11	1 374	0,8%	15	26	1,9%
RDCongo	4 625	4 407	218	686	8 160	845	7 315	10,4%	296	1 141	14,0%
Rwanda	356	345	11	117	339	216	123	63,7%	9	225	66,4%
Sénégal	325	310	15	14	369	11	358	3,0%	14	25	6,8%
Sierra Leone	372	367	5	19	965	51	914	5,3%	21	72	7,5%
Somalie	91	91		46	154	30	124	19,5%	3	33	21,4%
Soudan	353	352	1	54	236	44	192	18,6%	19	63	26,7%
Tchad	217	212	5	31	639	163	476	25,5%	24	187	29,3%
Togo	393	391	2	17	371	57	314	15,4%	8	65	17,5%
Tunisie	35	34	1	4	35	14	21	40,0%	2	16	45,7%
autres Afrique	170	168	2	22	169	17	152	10,1%	3	20	11,8%
<b>TOTAL</b>	<b>21 513</b>	<b>20 933</b>	<b>580</b>	<b>2 449</b>	<b>32 536</b>	<b>3 212</b>	<b>29 324</b>	<b>9,9%</b>	<b>1 102</b>	<b>4 314</b>	<b>13,3%</b>

**ANNEXE V**

ANNÉE 2003

**PREMIERES DEMANDES D'ASILE MENSUELLES**

hors mineurs accompagnants

CONTINENT	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept	oct	nov	déc	total
<b>EUROPE</b>	1 349	1 557	1 529	1 473	1 040	1 501	1 616	1 335	1 432	1 759	1 546	1 722	<b>17 859</b>
<b>ASIE</b>	615	731	757	857	612	883	944	1 043	1 023	1 379	1 419	1 251	<b>11 514</b>
<b>AFRIQUE</b>	1 605	2 034	2 010	2 063	1 369	1 702	1 730	1 516	1 618	1 878	1 587	1 821	<b>20 933</b>
<b>AMERIQUES</b>	128	72	103	213	75	112	123	182	195	194	186	178	<b>1 761</b>
<b>Apatrides</b>	5	14	23	6	5	15	19	9	13	14	10	4	<b>137</b>
<b>TOTAL</b>	<b>3 702</b>	<b>4 408</b>	<b>4 422</b>	<b>4 612</b>	<b>3 101</b>	<b>4 213</b>	<b>4 432</b>	<b>4 085</b>	<b>4 281</b>	<b>5 224</b>	<b>4 748</b>	<b>4 976</b>	<b>52 204</b>

EUROPE	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept	oct	nov	déc	total
<b>Albanie</b>	31	34	37	29	50	37	35	37	33	28	47	42	<b>440</b>
<b>Arménie</b>	56	66	48	61	37	70	85	56	52	78	68	117	<b>794</b>
<b>Azerbaïdjan</b>	26	35	32	31	9	32	23	30	24	23	44	61	<b>370</b>
<b>Bielorussie</b>	15	29	34	27	14	20	15	15	21	25	16	22	<b>253</b>
<b>Bosnie Herz.</b>	46	67	53	50	17	62	77	72	80	66	68	88	<b>746</b>
<b>Bulgarie</b>	4	6	2	6	3	8	6	2	2	3	2	4	<b>48</b>
<b>Croatie</b>			1	3	4	4	2	1	1	2	1	3	<b>22</b>
<b>GYROM (Macédoine)</b>	9	21	16	21	21	25	22	5	18	33	7	12	<b>210</b>
<b>Géorgie</b>	95	139	95	118	83	128	119	92	109	143	75	135	<b>1 331</b>
<b>Kazakhstan</b>	11	9	11	11	9	7	12	8	2	12	10	10	<b>112</b>
<b>Kirghizistan</b>	4	7	8	6	2	6	9	2	5	13	3	3	<b>68</b>
<b>Lettonie</b>			1		3						1		<b>5</b>
<b>Lituanie</b>	6	2	1			3	2				2	2	<b>18</b>
<b>Moldavie</b>	98	125	91	114	99	126	144	145	204	219	217	196	<b>1 778</b>
<b>Ouzbékistan</b>	8	2	6	12	5	3	3	6	2	3	12	6	<b>68</b>
<b>Pologne</b>	2		3			1		1	1				<b>8</b>
<b>Roumanie</b>	15	4	6	11	12	10	16	12	6	8	4	7	<b>111</b>
<b>Russie</b>	147	164	169	179	125	200	256	199	184	181	176	167	<b>2 147</b>
<b>Serbie &amp; Monténégro</b>	104	129	156	119	92	141	151	137	157	205	182	182	<b>1 755</b>
<b>Slovaquie</b>	15	5	9	6	4	8	3	1	4	1	11	1	<b>68</b>
<b>Tadjikistan</b>			2	1	2		1			1	1	1	<b>9</b>
<b>Tchéquie</b>		3	1	2									<b>6</b>
<b>Turquie</b>	589	656	679	605	406	565	570	464	480	652	496	599	<b>6 761</b>
<b>Ukraine</b>	67	53	68	60	39	45	64	48	47	61	101	63	<b>716</b>
<b>autres Europe</b>	1	1	0	1	4	0	1	2	0	2	2	1	<b>15</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 349</b>	<b>1 557</b>	<b>1 529</b>	<b>1 473</b>	<b>1 040</b>	<b>1 501</b>	<b>1 616</b>	<b>1 335</b>	<b>1 432</b>	<b>1 759</b>	<b>1 546</b>	<b>1 722</b>	<b>17 859</b>

ASIE	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept	oct	nov	déc	total
<b>Afghanistan</b>	37	27	65	46	32	38	29	5	8	17	14	7	<b>325</b>
<b>Bangladesh</b>	41	55	75	93	54	68	83	87	75	117	91	74	<b>913</b>
<b>Bhoutan</b>	1						3			2	1	1	<b>8</b>
<b>Birmanie</b>		2	1	4		1	2	3		1	2	2	<b>18</b>
<b>Cambodge</b>	7	8	9	7	4	9	6	6	7	7	6	6	<b>82</b>
<b>Chine</b>	127	206	222	295	234	382	447	561	556	713	849	702	<b>5 294</b>
<b>Inde</b>	52	46	60	83	45	76	58	74	92	102	61	62	<b>811</b>
<b>Irak</b>	137	106	55	55	43	28	14	15	14	24	26	16	<b>533</b>
<b>Iran</b>	9	14	12	13	10	15	19	7	10	13	9	14	<b>145</b>
<b>Israël</b>		2			2	1					1	2	<b>8</b>
<b>Liban</b>	3	5	3	2	1	1	2	5	1	1		10	<b>34</b>
<b>Mongolie</b>	18	21	27	23	21	52	36	28	20	43	67	36	<b>392</b>
<b>Népal</b>			2		3	2		2		2	2	2	<b>15</b>
<b>Pakistan</b>	32	47	50	67	45	50	65	83	47	89	81	83	<b>739</b>
<b>Palestine (autorités)</b>	2	3	7	4	2	3	1	3	6	7	6	5	<b>49</b>
<b>Sri Lanka</b>	139	166	158	142	96	138	166	151	173	227	192	219	<b>1 967</b>
<b>Syrie</b>	2	5	3	4		3	1	5	6	6	2	4	<b>41</b>
<b>Thaïlande</b>		8	2	10	4	5	4	1	3	2	2	2	<b>43</b>
<b>Vietnam</b>	4	8	2	6	13	9	5	7	4	5	3	3	<b>69</b>
<b>autres Asie</b>	4	2	4	3	3	2	3	0	1	1	4	1	<b>28</b>
<b>TOTAL</b>	<b>615</b>	<b>731</b>	<b>757</b>	<b>857</b>	<b>612</b>	<b>883</b>	<b>944</b>	<b>1 043</b>	<b>1 023</b>	<b>1 379</b>	<b>1 419</b>	<b>1 251</b>	<b>11 514</b>

**ANNEXE V**

ANNÉE 2003

**PREMIERES DEMANDES D'ASILE MENSUELLES  
hors mineurs accompagnants**

AMERIQUES	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept	oct	nov	déc	total
Argentine	2			2								1	5
Bolivie	2	1			3	1	2	1	1		2	4	17
Brésil	1	1		3	2	1	1	3				1	13
Colombie	13	5	15	8	7	7	4	6	13	10	10	11	109
Cuba	2	2	4	4	1	4	3	3	2	1	1	3	30
Equateur	4	7	7	8	9	1	4	5	3	11	8	5	72
Guyana	27		5	4	2		2	1		1			42
Haïti	70	51	68	170	48	95	101	159	170	165	162	144	1 403
Pérou	6	5	3	11	3	2	6	2	4	4	2	4	52
autres Amériques	1	0	1	3	0	1	0	2	2	2	1	5	18
<b>TOTAL</b>	<b>128</b>	<b>72</b>	<b>103</b>	<b>213</b>	<b>75</b>	<b>112</b>	<b>123</b>	<b>182</b>	<b>195</b>	<b>194</b>	<b>186</b>	<b>178</b>	<b>1 761</b>

AFRIQUE	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept	oct	nov	déc	total
Algérie	177	204	183	223	171	185	176	146	221	264	191	290	2 431
Angola	84	100	107	113	76	98	106	68	81	77	67	69	1 046
Bénin	1	5	1	2		2	3	2	2	3			21
Burkina Faso	1	4	4	4	2	3	3	1		5	2	2	31
Burundi	3	7	6	6	3	7	10	3	2	8	12	7	74
Cameroun	46	60	81	93	58	63	58	65	66	51	61	75	777
Cap Vert								1	1				3
Centrafrique	27	33	36	39	26	37	24	11	17	28	18	29	325
Comores	6	6	9	3	3			1	3		3	6	40
Congo	164	197	223	193	114	140	119	104	109	141	124	134	1 762
Côte d'Ivoire	114	166	175	152	98	126	84	76	70	117	75	76	1 329
Djibouti	1		1	1	1	1		1	1	3	3	2	15
Egypte	3	1	2	2	1		1	1	2	1	1	2	17
Erythrée	1		1	1	1	1	1	1	3	2	3	2	17
Ethiopie	2		2	4	5	7	3	2	3	3	2	4	37
Gabon	2	2	2	3	1	4	3	1		1		1	20
Gambie	1	1	4	1	3	4	6	4	4	5	4	4	41
Ghana	8	8	10	12	4	10	11	4	1	6	4	12	90
Guinée Bissau	8	13	14	12	7	8	13	8	11	12	11	15	132
Guinée Conakry	56	53	61	60	61	50	56	70	62	91	76	79	775
Libéria	11	11	7	9	12	20	22	39	33	46	27	30	267
Libye					1	1	1	1	3			3	10
Madagascar	19	49	27	25	34	12	25	18	19	21	27	29	305
Mali	94	134	120	95	65	78	115	112	109	98	88	94	1 202
Maroc	4	2	5	5	4	3	2	2	1	8	1	5	42
Maurice (Ile)	3	2	2			3	1	3			1		15
Mauritanie	164	192	219	237	144	180	206	204	200	177	198	203	2 324
Niger	5	2	1	1		1	5	4	2		3	5	29
Nigéria	69	93	110	123	59	116	117	111	96	112	93	110	1 209
RDC-ex Zaïre	379	456	426	478	310	371	346	283	318	372	316	352	4 407
Rwanda	36	38	34	27	23	30	25	23	23	36	21	29	345
Sénégal	24	30	18	31	20	29	31	17	29	35	28	18	310
Sierra Léone	32	53	36	29	18	26	44	38	20	26	19	26	367
Somalie	6	11	6	2	2	6	9	14	6	14	10	5	91
Soudan	14	17	23	26	13	12	44	31	52	54	39	27	352
Tchad	15	33	13	15	9	14	20	13	17	23	18	22	212
Togo	22	41	33	32	17	46	35	27	30	30	36	42	391
Tunisie	2	7	3			5	2	4	1	5	2	3	34
Zimbabwe	1	1	2	2			2			2	1	1	12
autres Afrique	0	2	3	2	3	3	1	2	0	1	2	5	24
<b>TOTAL</b>	<b>1 605</b>	<b>2 034</b>	<b>2 010</b>	<b>2 063</b>	<b>1 369</b>	<b>1 702</b>	<b>1 730</b>	<b>1 516</b>	<b>1 618</b>	<b>1 878</b>	<b>1 587</b>	<b>1 821</b>	<b>20 933</b>

## ANNEXE VI

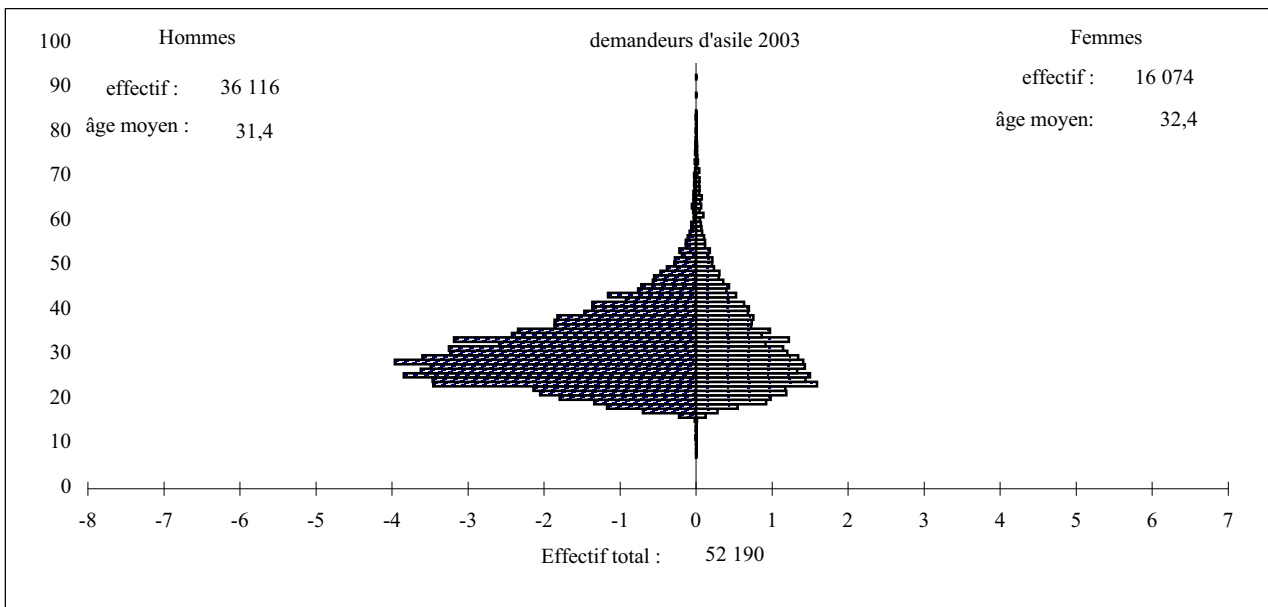
### DEMANDEURS D'ASILE 2003 PAR SEXE, ÂGE ET SITUATION FAMILIALE hors mineurs accompagnants

Répartition par sexe et âge:

	nb	%	âge moyen
femmes	16 076	30,8%	32,4 ans
hommes	36 128	69,2%	31,4 ans
<b>total</b>	<b>52 204</b>	<b>100%</b>	

Répartition par sexe et situation familiale (déclarative) :

	femmes	%	hommes	%	total	%
célibataire	6 588	41,0%	20 122	55,7%	26 710	51,2%
marié	6 531	40,6%	12 786	35,4%	19 317	37,0%
concubain	1 080	6,7%	1 723	4,8%	2 803	5,4%
divorcé	591	3,7%	644	1,8%	1 235	2,4%
veuf	952	5,9%	218	0,6%	1 170	2,2%
séparé	84	0,5%	73	0,2%	157	0,3%
non déclaré	250	1,6%	562	1,6%	812	1,6%
<b>total</b>	<b>16 076</b>	<b>100%</b>	<b>36 128</b>	<b>100%</b>	<b>52 204</b>	<b>100%</b>



données manquantes = 14



## ANNEXE VII

### DEMANDES D'ASILE PAR DÉPARTEMENT D'A.P.S. ET DE RÉSIDENCE hors mineurs accompagnants

Par département d'autorisation provisoire de séjour (A.P.S.) :

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	% total
Ville de Paris (75)	7 135	7 244	10 216	8 867	13 396	16 150	14 354	13 016	13 894	26,6%
Seine-Saint-Denis (93)	2 328	1 068	1 239	2 058	2 903	3 338	4 719	5 103	5 194	9,9%
Val d'Oise (95)	874	1 253	914	669	898	1 350	2 381	2 188	2 522	4,8%
Bouches du Rhône (13)	365	564	687	784	825	797	1 520	2 194	1 945	3,7%
Essonne (91)	154	135	153	210	324	560	1 136	1 475	1 854	3,6%
Rhône (69)	1 420	837	1 070	995	938	1 122	1 742	2 095	1 821	3,5%
Loiret (45)	101	87	108	120	172	421	664	920	1 489	2,9%
Seine Maritime (76)	182	170	129	106	165	277	606	1 203	1 178	2,3%
Yvelines (78)	368	240	274	532	778	687	812	904	1 062	2,0%
Hauts-de-Seine (92)	479	459	351	568	457	857	1 156	1 208	1 058	2,0%
Nord (59)	289	346	376	399	371	466	521	838	1 002	1,9%
Val de Marne (94)	909	732	657	762	817	1 170	1 402	1 271	996	1,9%
Seine-et-Marne (77)	374	254	379	474	877	922	1 015	1 479	983	1,9%
Autres départements	5 437	4 016	4 863	5 919	7 986	10 630	15 263	17 193	17 206	33,0%
<b>% Paris / total</b>	<b>35%</b>	<b>42%</b>	<b>48%</b>	<b>39%</b>	<b>43%</b>	<b>42%</b>	<b>30%</b>	<b>25,5%</b>	<b>26,6%</b>	
<b>sous total Ile de France</b>	<b>12 536</b>	<b>11 477</b>	<b>14 180</b>	<b>14 065</b>	<b>19 944</b>	<b>24 578</b>	<b>26 481</b>	<b>26 003</b>	<b>27 582</b>	
<b>% Ile de France / total</b>	<b>61%</b>	<b>66%</b>	<b>66%</b>	<b>63%</b>	<b>65%</b>	<b>63%</b>	<b>56%</b>	<b>51%</b>	<b>53%</b>	
<b>sous total dépts hors IDF</b>	<b>7 879</b>	<b>5 928</b>	<b>7 236</b>	<b>8 398</b>	<b>10 963</b>	<b>14 169</b>	<b>20 810</b>	<b>25 084</b>	<b>24 622</b>	
<b>% dépts hors IDF / total</b>	<b>39%</b>	<b>34%</b>	<b>34%</b>	<b>37%</b>	<b>35%</b>	<b>37%</b>	<b>44%</b>	<b>49%</b>	<b>47%</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>20 415</b>	<b>17 405</b>	<b>21 416</b>	<b>22 463</b>	<b>30 907</b>	<b>38 747</b>	<b>47 291</b>	<b>51 087</b>	<b>52 204</b>	<b>100%</b>

IDF = Ile de France

Par département de résidence :

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	% total
Ville de Paris (75)	6 973	6 893	9 479	8 438	13 058	15 374	13 704	12 086	13 000	24,9%
Seine-Saint-Denis (93)	2 274	1 198	1 679	2 356	3 074	3 533	4 929	5 385	5 433	10%
Val d'Oise (95)	987	1 281	909	772	1 026	1 525	2 514	2 411	2 706	5%
Essonne (91)	229	158	206	248	405	676	1 270	1 676	2 024	4%
Rhône (69)	1 326	859	1 045	955	959	1 206	1 849	2 200	1 969	3,8%
Bouches-du-Rhône (13)	419	600	742	838	865	850	1 580	2 217	1 928	3,7%
Loiret (45)	114	102	136	145	178	423	656	941	1 504	2,9%
Val de Marne (94)	954	632	611	802	965	1 389	1 624	1 522	1 217	2%
Hauts-de-Seine (92)	573	458	395	628	573	1 014	1 305	1 331	1 204	2%
Yvelines (78)	408	255	317	528	702	770	960	1 062	1 198	2%
Seine-et-Marne (77)	451	309	420	548	948	1 028	1 115	1 601	1 195	2%
Seine Maritime (76)	189	195	132	118	207	292	610	1 181	1 148	2,2%
Nord (59)	359	367	387	421	390	547	632	878	1 039	2,0%
Autres départements	5 159	4 098	4 958	5 666	7 557	10 120	14 543	16 596	16 639	31,9%
<b>% Paris / total</b>	<b>34%</b>	<b>40%</b>	<b>44%</b>	<b>38%</b>	<b>42%</b>	<b>40%</b>	<b>29%</b>	<b>23,7%</b>	<b>24,9%</b>	
<b>sous total Ile de France</b>	<b>12 849</b>	<b>11 184</b>	<b>14 016</b>	<b>14 320</b>	<b>20 751</b>	<b>25 309</b>	<b>27 421</b>	<b>27 074</b>	<b>27 977</b>	
<b>% Ile de France / total</b>	<b>63%</b>	<b>64%</b>	<b>65%</b>	<b>64%</b>	<b>67%</b>	<b>65%</b>	<b>58%</b>	<b>53%</b>	<b>54%</b>	
<b>sous total dépts hors IDF</b>	<b>7 566</b>	<b>6 221</b>	<b>7 400</b>	<b>8 143</b>	<b>10 156</b>	<b>13 438</b>	<b>19 870</b>	<b>24 013</b>	<b>24 227</b>	
<b>% dépts hors IDF / total</b>	<b>37%</b>	<b>36%</b>	<b>35%</b>	<b>36%</b>	<b>33%</b>	<b>35%</b>	<b>42%</b>	<b>47%</b>	<b>46%</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>20 415</b>	<b>17 405</b>	<b>21 416</b>	<b>22 463</b>	<b>30 907</b>	<b>38 747</b>	<b>47 291</b>	<b>51 087</b>	<b>52 204</b>	<b>100%</b>

## ANNEXE VIII

### DEMANDES D'ASILE ET RÉEXAMENS 2003 SUR PROCÉDURE PRIORITAIRE hors mineurs accompagnants

CONTINENT	PP	PPR	TOTAL
Europe	1 289	561	1 850
Asie	612	386	998
Afrique	1 474	297	1 771
Amériques	498	106	604
<b>total</b>	<b>3 873</b>	<b>1 350</b>	<b>5 223</b>
<b>%</b>	<b>74%</b>	<b>26%</b>	<b>100%</b>

*PP = procédure prioritaire sur 1ère demande ; PPR = procédure prioritaire sur réexamen nationalités sous clause 1C5*

Europe	PP	PPR	TOTAL
ALBANAISE	94	25	119
ARMENIENNE	15	33	48
AZERBAÏDJANAISE	9	8	17
BIELORUSSE	30	9	39
BOSNIAQUE	42	7	49
BULGARE	40	1	41
CROATE	7	1	8
FYROM	11	14	25
GEORGIENNE	43	43	86
MOLDAVE	148	14	162
OUZBEK	6	1	7
POLONAISE	7		7
ROUMAINE	103		103
RUSSE	75	53	128
SLOVAQUE	60		60
TURQUE	388	304	692
UKRAINIENNE	62	16	78
YUGOSLAVE	130	27	157
autres Europe	19	5	24
<b>TOTAL</b>	<b>1 289</b>	<b>561</b>	<b>1 850</b>

Asie	PP	PPR	TOTAL
AFGHANE	78		78
BANGLADAISE	5	108	113
CAMBODGIENNE	5	1	6
CHINOISE	177	10	187
INDIENNE	65	10	75
IRAKIENNE	55	3	58
IRANIENNE	37	6	43
MONGOLE	6		6
PAKISTANAISE	37	4	41
PALESTINIENNE	22		22
SRI LANKAISE	46	232	278
SYRIENNE	6	2	8
THAÏLANDAISE	29		29
VIETNAMIENNE	34		34
Autres Asie	10	10	20
<b>TOTAL</b>	<b>612</b>	<b>386</b>	<b>998</b>

## ANNEXE VIII

### DEMANDES D'ASILE ET RÉEXAMENS 2003 SUR PROCÉDURE PRIORITAIRE hors mineurs accompagnants

Amérique	PP	PPR	TOTAL
BRESILIENNE	10		10
COLOMBIENNE	15	3	18
CUBAINE	9		9
EQUATORIENNE	19	2	21
GUYANA res	39		39
HAÏTIENNE	390	100	490
PERUVIENNE	8	1	9
autres Amériques	8		8
<b>TOTAL</b>	<b>498</b>	<b>106</b>	<b>604</b>

Afrique	PP	PPR	TOTAL
ALGERIENNE	757	12	769
ANGOLAISE	46	19	65
BENINOISE	9	1	10
BISSAU-GUINEENNE	8	3	11
CAMEROUNAISE	53	3	56
CENTRAFRICAINE	11	5	16
CONGOLAISE	34	29	63
GABONAISE	8		8
GHANEENNE	15	1	16
GUINEENNE	24	14	38
IVOIRIENNE	123	6	129
LIBERIENNE	20		20
LIBYENNE	5		5
MALGACHE	14		14
MALIENNE	42	10	52
MAROCAINE	13		13
MAURITANIENNE	26	66	92
NIGERIANE	64	7	71
RDC	45	90	135
SENEGALAISE	23	11	34
SIERRA LEONAISE	19	3	22
SOUDANAISE	55	1	56
TCHADIENNE	5	3	8
TOGOLAISE	20	1	21
TUNISIENNE	35	12	47
<b>TOTAL</b>	<b>1 474</b>	<b>297</b>	<b>1 771</b>

**ANNEXE IX**

**O.F.P.R.A. DÉCISIONS PRISES EN PREMIERE INSTANCE (hors C.R.R.) EN 2003**

2003	EUR & bassin méd.			Asie			Afrique-Amériques			Eurafrrique			décisions O.F.P.R.A. toutes divisions géographiques						total CR + AN	% tx global admission		
	1er CR	RJ	ss total	1er CR	RJ	ss total	1er CR	RJ	ss total	1er CR	RJ	ss total	1er CR	RJ	RD***	total *	% CR	mineurs**			TOTAL	AN C.R.R.
janvier	119	1 242	1 361	41	373	414	148	1 158	1 306	131	973	1 104	439	3 746	60	4 245	10,5%	414	4 659	216	655	15,7%
février	92	862	954	36	365	401	123	1 107	1 230	138	823	961	389	3 157	58	3 604	11,0%	283	3 887	173	562	15,8%
mars	141	1 407	1 548	23	534	557	122	949	1 071	158	1 231	1 389	444	4 121	66	4 631	9,7%	472	5 103	212	656	14,4%
avril	124	1 395	1 519	27	969	996	163	1 384	1 547	281	1 247	1 528	595	4 995	40	5 630	10,6%	524	6 154	219	814	14,6%
mai	119	1 460	1 579	61	1 027	1 088	106	1 117	1 223	272	1 255	1 527	558	4 859	90	5 507	10,3%	553	6 060	264	822	15,2%
juin	105	1 825	1 930	94	1 097	1 191	154	1 278	1 432	235	1 440	1 675	588	5 640	63	6 291	9,4%	675	6 966	373	961	15,4%
juillet	159	1 709	1 868	116	1 183	1 299	142	1 391	1 533	247	1 285	1 532	664	5 568	61	6 293	10,7%	676	6 969	322	986	15,8%
août	100	1 583	1 683	76	998	1 074	131	943	1 074	174	1 046	1 220	481	4 570	40	5 091	9,5%	588	5 679	0	481	9,5%
septembre	92	1 587	1 679	78	1 111	1 189	158	1 096	1 254	150	1 250	1 400	478	5 044	50	5 572	8,7%	680	6 252	390	868	15,7%
octobre	121	1 871	1 992	102	1 133	1 235	208	1 732	1 940	203	1 351	1 554	634	6 087	41	6 762	9,4%	796	7 558	455	1 089	16,2%
novembre	132	1 684	1 816	81	1 111	1 192	168	1 171	1 339	144	1 206	1 350	525	5 172	63	5 760	9,2%	686	6 446	313	838	14,7%
décembre	139	2 799	2 938	130	1 275	1 405	244	1 389	1 633	218	1 396	1 614	731	6 859	54	7 644	9,6%	1 134	8 778	327	1 058	13,9%
total 2003	1 443	19 424	20 867	865	11 176	12 041	1 867	14 715	16 582	2 351	14 503	16 854	6 526	59 818	686	67 030	9,8%	7 481	74 511	3 264	9 790	14,8%
rappel 2002	1 347	13 200	14 547	872	6 390	7 262	1 711	14 206	15 917	2 396	10 084	12 480	6 326	43 880	1 704	51 910	12,6%		51 910	2 169	8 495	16,9%

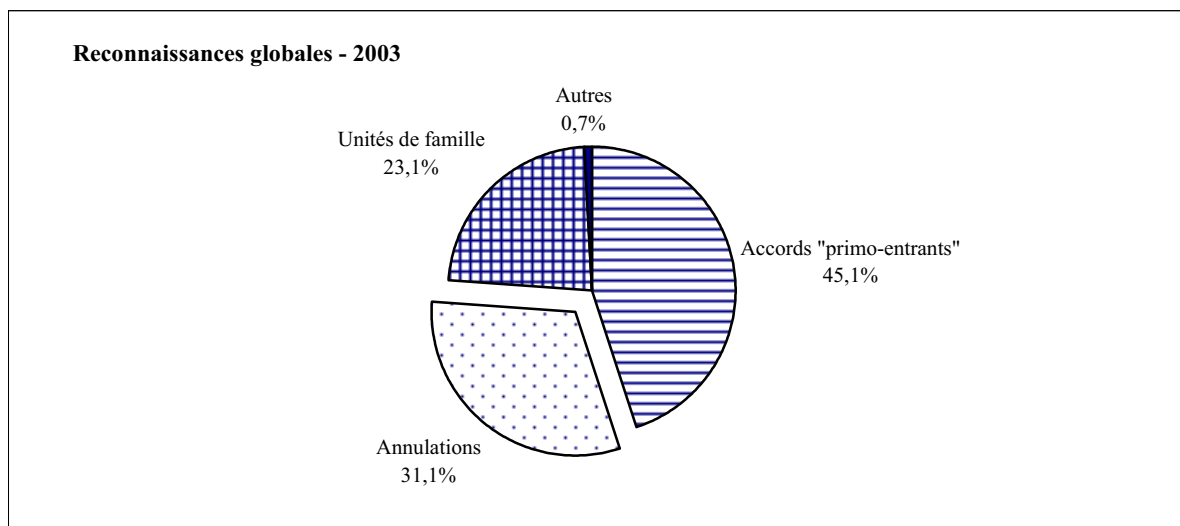
Moyennes 2003	EUR & bassin méd.			Asie			Afrique-Amériques			Eurafrrique			décisions O.F.P.R.A. toutes divisions géographiques						total CR + AN	% tx global admission		
	1er CR	RJ	ss total	1er CR	RJ	ss total	1er CR	RJ	ss total	1er CR	RJ	ss total	1er CR	RJ	RD***	total *	% CR	mineurs**			TOTAL	AN C.R.R.
12 mois 2003	120	1 619	1 739	72	931	1 003	156	1 226	1 382	196	1 209	1 405	544	4 985	57	5 586	9,8%	623	6 209	272	816	14,8%
1er trim 03	117	1 170	1 288	33	424	457	131	1 071	1 202	142	1 009	1 151	424	3 675	61	4 160	10,3%	390	4 550	200	624	15,2%
2ème trim 03	116	1 560	1 676	61	1 031	1 092	141	1 260	1 401	263	1 314	1 577	580	5 165	64	5 809	10,1%	584	6 393	285	866	15,1%
3ème trim 03	117	1 626	1 743	90	1 097	1 187	144	1 143	1 287	190	1 194	1 384	541	5 061	50	5 652	9,7%	648	6 300	237	778	13,9%
4ème trim 03	131	2 118	2 249	104	1 173	1 277	207	1 431	1 637	188	1 318	1 506	630	6 039	53	6 722	9,4%	872	7 594	365	995	14,9%

total \* = total CR + total RJ + radiations  
mineurs \*\* = accords et rejets sur mineurs accompagnants ; RD\*\*\* = radiations  
% CR = taux accord ofpra = CR / CR + RJ  
% global admission = total (CR+AN) / total (CR + RJ) ofpra

## ANNEXE X

### RECONNAISSANCES DU STATUT DE RÉFUGIÉ 2003 SELON LE MOTIF hors mineurs accompagnants

	nombre	%
<b>O.F.P.R.A.</b>	<b>6 526</b>	<b>67%</b>
dont Accords demandeurs "primo-entrants"	5 796	59,2%
dont Art. 1A2 Convention de Genève	5 729	58,5%
Convention de New York (Apatrides)	53	0,5%
Mandat HCR	10	0,1%
Action en faveur de la liberté	4	0,04%
Accords "Unité de famille"	674	6,9%
dont enfant	228	2,3%
conjoint	418	4,3%
tutelle	28	0,3%
Transferts vers la France	36	0,4%
motif manquant	20	0,2%
<b>C.R.R. - Accords suite annulation</b>	<b>3 264</b>	<b>33%</b>
<b>TOTAL RECONNAISSANCES</b>	<b>9 790</b>	<b>100%</b>

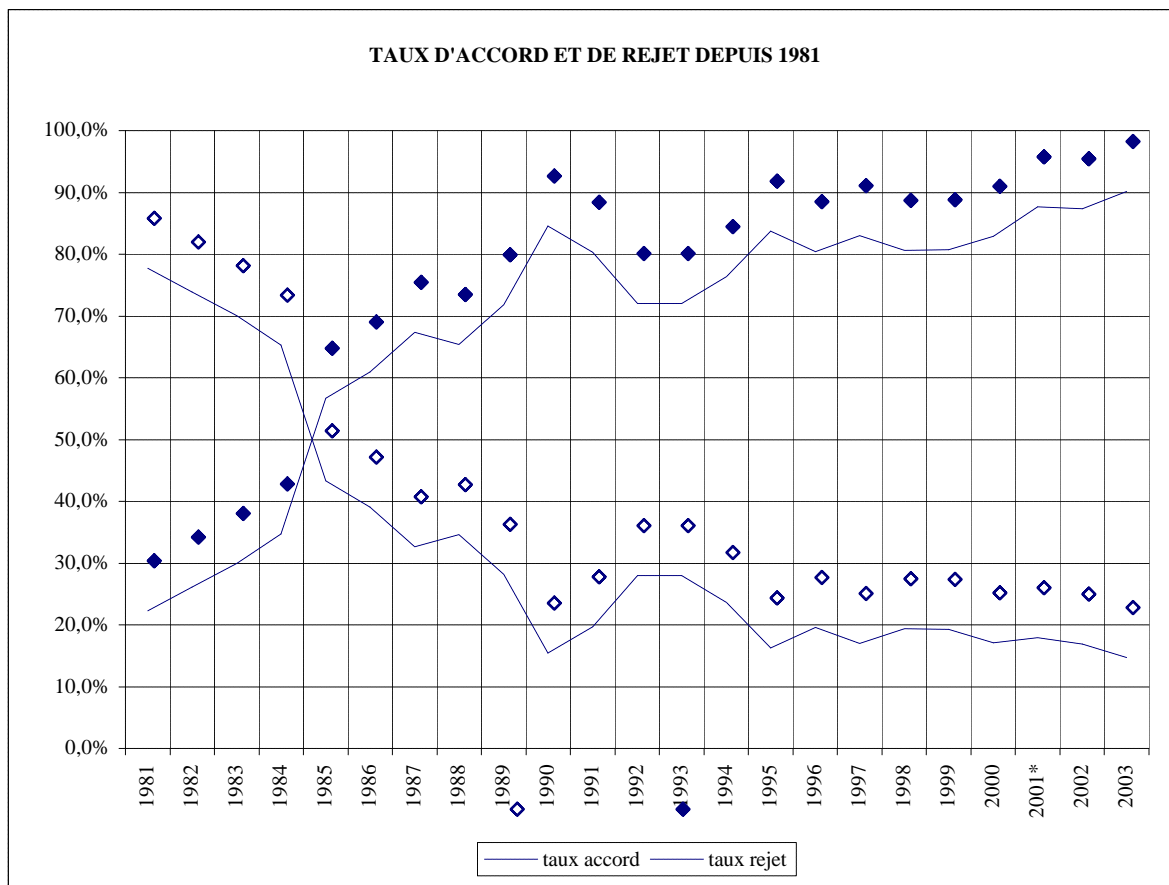
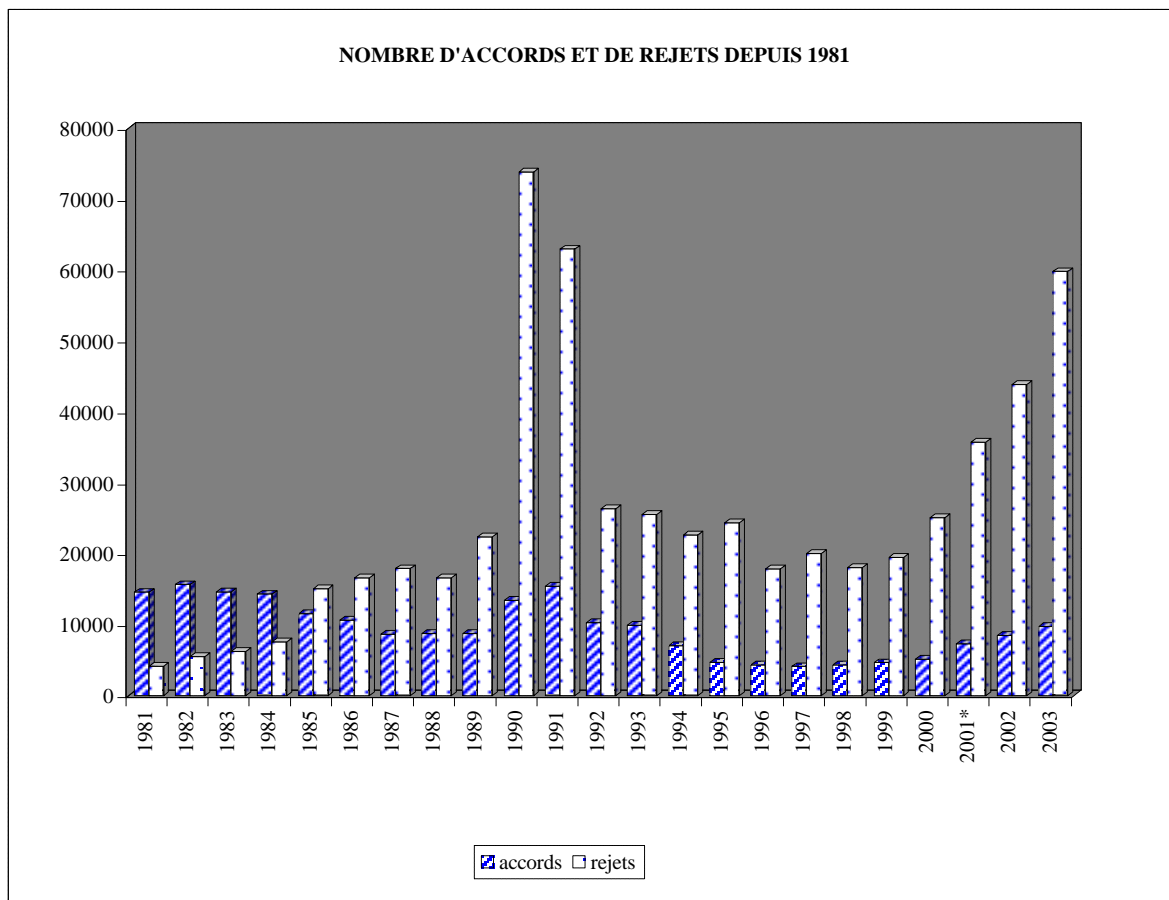


## ANNEXE XI

### TAUX D'ACCORD O.F.P.R.A. et TAUX GLOBAL D'ADMISSION - année 2003 POUR QUELQUES NATIONALITÉS PARMIS LES PLUS SIGNIFICATIVES - hors mineurs accompagnants -

	nb 1ères demandes	taux accord O.F.P.R.A.	taux global admission
Rwanda	345	63,7%	66,4%
Ethiopie	37	53,6%	53,6%
Bosnie Herzégovine	746	46,2%	49,2%
Tunisie	34	40,0%	45,7%
Russie	2 147	36,4%	46,5%
Burundi	74	32,8%	41,8%
Tchad	212	25,5%	29,3%
Serbie& Montenegro	1 755	20,1%	27,0%
Somalie	91	19,5%	21,4%
Afghanistan	325	18,9%	25,4%
Iran	145	16,6%	39,3%
Cambodge, Laos, Vietnam	155	15,7%	18,1%
Côte d'Ivoire	1 329	15,6%	15,7%
Togo	391	15,4%	17,5%
Syrie	41	14,6%	31,7%
Sri Lanka	1 967	14,0%	29,8%
Centrafrique	325	12,1%	13,9%
Haïti	1 403	11,8%	20,1%
Congo	1 762	11,3%	15,1%
Mauritanie	2 324	11,1%	17,1%
RDCongo	4 407	10,4%	14,0%
Angola	1 046	7,1%	10,2%
Cameroun	777	6,4%	7,6%
Arménie	794	5,5%	13,6%
Sierra Leone	367	5,3%	7,5%
Turquie	6 761	5,1%	9,0%
Irak	533	5,0%	6,6%
Bangladesh	913	4,9%	13,0%
Géorgie	1 331	4,5%	13,0%
Algérie	2 431	4,1%	8,0%
Guinée Conakry	775	4,1%	9,3%
Albanie	440	3,7%	24,7%
Sénégal	310	3,0%	6,8%
Ukraine	716	2,9%	11,5%
Pakistan	739	2,7%	6,2%
Chine	5 294	0,9%	1,1%
Inde	811	0,9%	5,9%
Nigeria	1 209	0,8%	1,9%
Moldavie	1 778	0,4%	2,6%
Mali	1 202	0,2%	0,5%
<b>Toutes nationalités</b>	<b>52 204</b>	<b>12,6%</b>	<b>16,9%</b>

**ANNEXE XII**  
**NOMBRES ET TAUX D'ACCORD ET DE REJET DEPUIS 1981**  
**- données hors mineurs accompagnants -**



depuis 2001 \*  $\text{taux admission globale \%} = \frac{CR + AN}{\text{décisions ofpra}} (CR + RJ)$   
 $\text{taux rejet \%} = \frac{\text{rejets ofpra}}{\text{décisions ofpra}} (CR + RJ)$

## ANNEXE XIII

### O.F.P.R.A. ACTIVITÉ DE LA DIVISION DE LA PROTECTION - ANNÉE 2003 -

Types de documents	jan	fév	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept	oct	nov	déc	cumul 2003	moyenne 2003
matrices établies	1 090	1 250	1 360	979	870	1 077	1 115	1 098	1 000	1 364	1 280	1 133	13 621	1 135
documents délivrés														
copies	9 820	11 055	10 933	9 673	9 249	10 812	11 025	5 033	12 147	15 624	16 156	13 314	134 841	11 237
extraits	771	978	675	797	765	963	1 159	684	706	749	834	849	9 930	828
certificats	1 049	1 161	879	1 037	892	1 311	1 623	840	950	1 353	1 423	1 770	14 288	1 191
livrets	63	112	75	63	50	96	94	91	60	59	91	126	980	82
<b>Total documents</b>	<b>12 793</b>	<b>14 556</b>	<b>13 922</b>	<b>12 549</b>	<b>11 826</b>	<b>14 259</b>	<b>15 016</b>	<b>7 746</b>	<b>14 863</b>	<b>19 149</b>	<b>19 790</b>	<b>17 192</b>	<b>173 660</b>	<b>14 472</b>
nb jours ouvrés	22	20	21	21	19	20	22	20	22	23	19	22	251	21
Nb docs / jo	581	728	663	598	622	713	683	387	676	833	1 042	781	8 306	692

**Matrices (d'un certificat d'état civil) :** Certificats d'état civil informatisés, dont un exemplaire "papier" unique, signé et daté, est conservé au dossier. C'est sur cette "matrice" que sont apposées les mentions marginales (mentions rectificatives, de mariage, de divorce, de reconnaissance, d'inscription au répertoire civil ... et, enfin, de décès-)

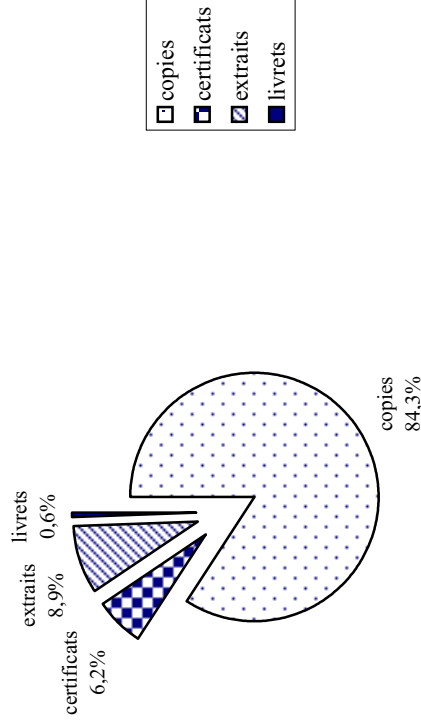
**Copies (d'un certificat d'état civil) :** copies que l'on tire de la matrice, telle qu'elle figure dans la mémoire de l'ordinateur à une date donnée. La copie reproduit intégralement la matrice.

**Certificats :** Ce terme groupe les deux types de certificats faits par la Division de la Protection, à savoir les certificats administratifs (qui attestent de la qualité de réfugié ou d'apatride) et les certificats de coutume (qui précisent que le réfugié ou l'apatride ont leur statut personnel régi par la loi française). Le premier est l'une des pièces à joindre à toute demande de naturalisation, par exemple. Le second est systématiquement exigé par les mairies françaises lorsqu'elles doivent célébrer le mariage d'un réfugié ou d'un apatride.

**Extraits (d'un certificat d'état civil) :** Documents comportant les renseignements essentiels contenus dans la matrice à laquelle il font référence et la résumé (un extrait ne comporte jamais, par exemple, la nature de la filiation ; il ne fait état que de la dernière union en date ; il intègre dans le corps du certificat les rectifications qui figurent en mention marginale).

**Livret de famille :** Recueil d'extraits identique au livret de famille fait dans les mairies françaises. L'Office en délivre quatre types (comme les mairies françaises) : livret d'époux, livret de parents communs naturels, livret de mère naturelle et livret de père naturel.

**Documents délivrés par la division de la Protection  
année 2003**





## ANNEXE XIV

### ESTIMATION DU NOMBRE DE RÉFUGIÉS STATUTAIRES \* au 31 décembre 2003, hors mineurs accompagnants

CONTINENT	FEMMES		HOMMES		TOTAL
EUROPE	9 519	41%	13 652	59%	23 171
ASIE	23 192	44%	29 708	56%	52 900
AFRIQUE	8 173	38%	13 428	62%	21 601
AMERIQUES	1 045	43%	1 413	57%	2 458
Apatrides & indéterminés	225	32%	483	68%	708
<b>TOTAL</b>	<b>42 154</b>	<b>42%</b>	<b>58 684</b>	<b>58%</b>	<b>100 838</b>

EUROPE	FEMMES		HOMMES		TOTAL
Albanie	380	46%	455	54%	835
Allemagne (origine)	5	50%	5	50%	10
Arménie	287	50%	284	50%	571
Azerbaïdjan	238	52%	222	48%	460
Biélorussie	67	44%	85	56%	152
Bosnie Herz.	786	48%	837	52%	1 623
Bulgarie	32	40%	48	60%	80
Croatie	31	53%	27	47%	58
Estonie	8	67%	4	33%	12
ex-Tchécoslovaquie	11	39%	17	61%	28
ex-URSS	167	46%	198	54%	365
ex-Yougoslavie	759	55%	629	45%	1 388
FYROM	35	42%	49	58%	84
Géorgie	339	52%	309	48%	648
Hongrie	23	37%	40	63%	63
Kazakhstan	66	50%	66	50%	132
Kighirzistan	12	48%	13	52%	25
Lettonie	23	56%	18	44%	41
Lituanie	2	18%	9	82%	11
Moldavie	64	46%	75	54%	139
Ouzbékistan	34	61%	22	39%	56
Pologne	105	53%	93	47%	198
Roumanie	93	47%	106	53%	199
Russie	1 175	52%	1 073	48%	2 248
Serbie & Montenegro	1 690	40%	2 564	60%	4 254
Slovaquie	43	51%	41	49%	84
Tadjikistan	4	31%	9	69%	13
Turquie	2 765	31%	6 097	69%	8 862
Ukraine	273	53%	246	47%	519
autres Europe	2	15%	11	85%	13
<b>TOTAL</b>	<b>9 519</b>	<b>41%</b>	<b>13 652</b>	<b>59%</b>	<b>23 171</b>

\* cette estimation est faite comme les années passées à partir des certificats de réfugié en cours de validité au 31 déc.  
Ces certificats sont supprimés à compter de 2004.

## ANNEXE XIV

### ESTIMATION DU NOMBRE DE RÉFUGIÉS STATUTAIRES \* au 31 décembre 2003, hors mineurs accompagnants

AMERIQUES	FEMMES		HOMMES		TOTAL
Bolivie	11	44%	14	56%	25
Chili	40	50%	40	50%	80
Colombie	99	38%	163	62%	262
Cuba	34	39%	53	61%	87
Equateur	14	45%	17	55%	31
Guatémala	5	31%	11	69%	16
Haiti	714	43%	947	57%	1 661
Pérou	119	44%	151	56%	270
Salvador	4	27%	11	73%	15
autres Amériques	5		6		11
<b>TOTAL</b>	<b>1 045</b>	<b>43%</b>	<b>1 413</b>	<b>57%</b>	<b>2 458</b>

ASIE	FEMMES		HOMMES		TOTAL
Afghanistan	527	45%	640	55%	1 167
Bangladesh	113	14%	724	86%	837
Bhoutan	3	18%	14	82%	17
Birmanie	16	19%	70	81%	86
Cambodge	7 249	51%	7 054	49%	14 303
Chine	145	39%	227	61%	372
Inde	14	8%	160	92%	174
Irak	614	44%	795	56%	1 409
Iran	600	36%	1 059	64%	1 659
Jordanie			6	100%	6
Laos	3 853	48%	4 095	52%	7 948
Liban	21	28%	55	72%	76
Mongolie	10		8	44%	18
Népal	1		7	88%	8
Pakistan	44	26%	125	74%	169
Palestine (autorités)	24	32%	52	68%	76
Sri Lanka	5 664	38%	9 398	62%	15 062
Syrie	44	23%	147	77%	191
Vietnam	4 235	46%	5 039	54%	9 274
autres Asie	15	31%	33	69%	48
<b>TOTAL</b>	<b>23 192</b>	<b>44%</b>	<b>29 708</b>	<b>56%</b>	<b>52 900</b>

\* cette estimation est faite comme les années passées à partir des certificats de réfugié en cours de validité au 31 déc.  
Ces certificats sont supprimés à compter de 2004.

## ANNEXE XIV

### ESTIMATION DU NOMBRE DE RÉFUGIÉS STATUTAIRES \* au 31 décembre 2003, hors mineurs accompagnants

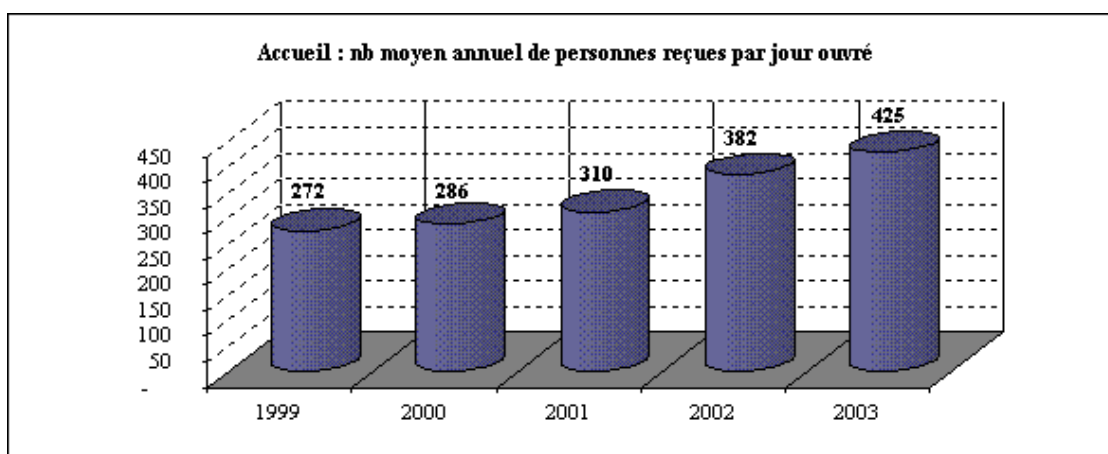
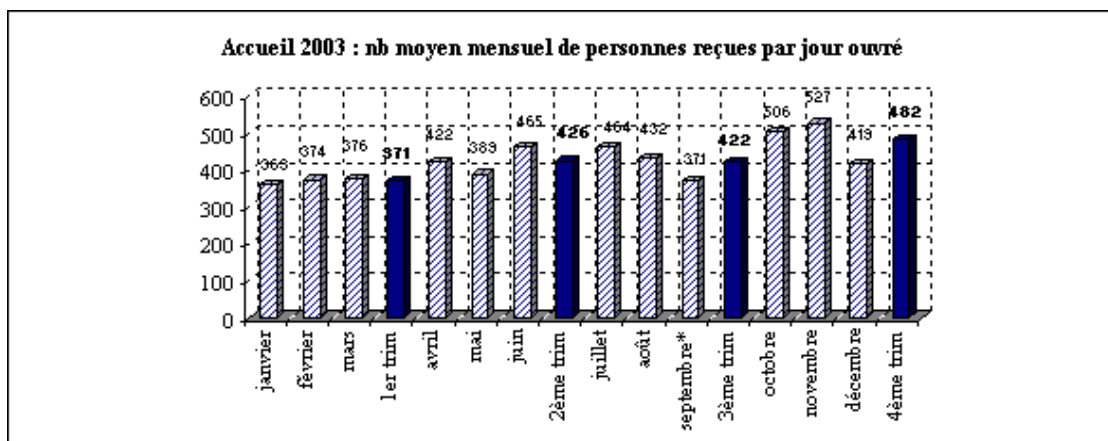
AFRIQUE	FEMMES		HOMMES		TOTAL
Afrique du sud	3	19%	13	81%	16
Algérie	243	33%	483	67%	726
Angola	700	38%	1 136	62%	1 836
Bénin	2	33%	4	67%	6
Burkina Faso	6	24%	19	76%	25
Burundi	120	54%	103	46%	223
Cameroun	58	26%	168	74%	226
Centrafrique	126	41%	183	59%	309
Comores	4	20%	16	80%	20
Congo	809	51%	763	49%	1 572
Côte d'Ivoire	76	24%	241	76%	317
Djibouti	21	44%	27	56%	48
Egypte	25	37%	42	63%	67
Erythrée	14	64%	8	36%	22
Ethiopie	150	50%	149	50%	299
Gambie	11	28%	29	73%	40
Ghana	266	39%	418	61%	684
Guinée (Conakry)	133	33%	275	67%	408
Guinée Bissao	220	26%	611	74%	831
Guinée équat.	13	52%	12	48%	25
Kenya	5	45%	6	55%	11
Libéria	46	30%	108	70%	154
Libye	3	33%	6	67%	9
Madagascar	29	49%	30	51%	59
Mali	25	23%	83	77%	108
Maroc	21	27%	58	73%	79
Mauritanie	427	15%	2 336	85%	2 763
Mozambique	4	31%	9	69%	13
Niger	2	25%	6	75%	8
Nigéria	63	32%	132	68%	195
Ouganda	9	31%	20	69%	29
RDC (ex-Zaïre)	3 042	45%	3 715	55%	6 757
Rwanda	798	57%	612	43%	1 410
Sénégal	27	27%	74	73%	101
Seychelles	3	50%	3	50%	6
Sierra Leone	70	31%	159	69%	229
Somalie	258	48%	285	52%	543
Soudan	85	25%	251	75%	336
Tchad	117	23%	401	77%	518
Togo	72	30%	172	70%	244
Tunisie	66	21%	252	79%	318
autres Afrique	1	9%	10	91%	11
<b>TOTAL</b>	<b>8 173</b>	<b>38%</b>	<b>13 428</b>	<b>62%</b>	<b>21 601</b>

\* cette estimation est faite comme les années passées à partir des certificats de réfugié en cours de validité au 31 déc.  
Ces certificats sont supprimés à compter de 2004.

**ANNEXE XV**  
**OFPRA ACTIVITE DU SERVICE DE L'ACCUEIL**  
**- année 2003 -**

	nb pers reçues / div géo	entretiens réalisés / O.P.	nb pers reçues / Div Protection*	total personnes reçues	moyenne / jour ouvré	nb jours ouvrés
janvier	2 771	1 787	3 421	7 979	363	22
février	2 620	1 856	3 004	7 480	374	20
mars	2 643	2 076	3 187	7 906	376	21
<b>1er trim</b>	<b>8 034</b>	<b>5 719</b>	<b>9 612</b>	<b>23 365</b>	<b>371</b>	<b>63</b>
avril	2 715	2 931	3 217	8 863	422	21
mai	2 314	2 785	2 290	7 389	389	19
juin	2 984	3 070	3 249	9 303	465	20
<b>2ème trim</b>	<b>8 013</b>	<b>8 786</b>	<b>8 756</b>	<b>25 555</b>	<b>426</b>	<b>60</b>
juillet	3 254	3 266	3 685	10 205	464	22
août	2 888	2 460	3 283	8 631	432	20
septembre*	3 954	3 079	1 128	8 161	371	22
<b>3ème trim</b>	<b>10 096</b>	<b>8 805</b>	<b>8 096</b>	<b>26 997</b>	<b>422</b>	<b>64</b>
octobre	5 544	3 613	2 486	11 643	506	23
novembre	4 604	3 074	2 340	10 018	527	19
décembre	4 528	2 564	2 124	9 216	419	22
<b>4ème trim</b>	<b>14 676</b>	<b>9 251</b>	<b>6 950</b>	<b>30 877</b>	<b>482</b>	<b>64</b>
<b>total 2003</b>	<b>40 819</b>	<b>32 561</b>	<b>33 414</b>	<b>106 794</b>	<b>425</b>	<b>251</b>
<b>Rappel 2002</b>	43 514	23 195	29 202	95 911	382	251
<b>Evolution 2003/2002 %</b>	-6%	40%	14%	11%	11%	0%

\* Depuis le 15 septembre 2003, le nb de personnes reçues à l'Accueil par la division de la Protection est comptabilisé par cette division et non plus par le service de l'Accueil.



# **Bilan définitif de la demande d'asile déposée en 2000.**



## BILAN DÉFINITIF DE LA DEMANDE D'ASILE DÉPOSÉE EN 2000

Le rapport annuel d'activité décrit le traitement de la demande d'asile à travers les décisions prises entre le 1er janvier et le 31 décembre. Or, ces décisions ne correspondent qu'en partie aux demandes enregistrées au cours de l'année considérée. Elles portent aussi sur des dossiers des années précédentes et ceci est particulièrement vrai en période de "déstockage". Par ailleurs, ce rapport escamote l'effet des réexamens et des recours, les annulations de la C.R.R. ne concernant que rarement des rejets décidés par l'Office durant l'exercice courant.

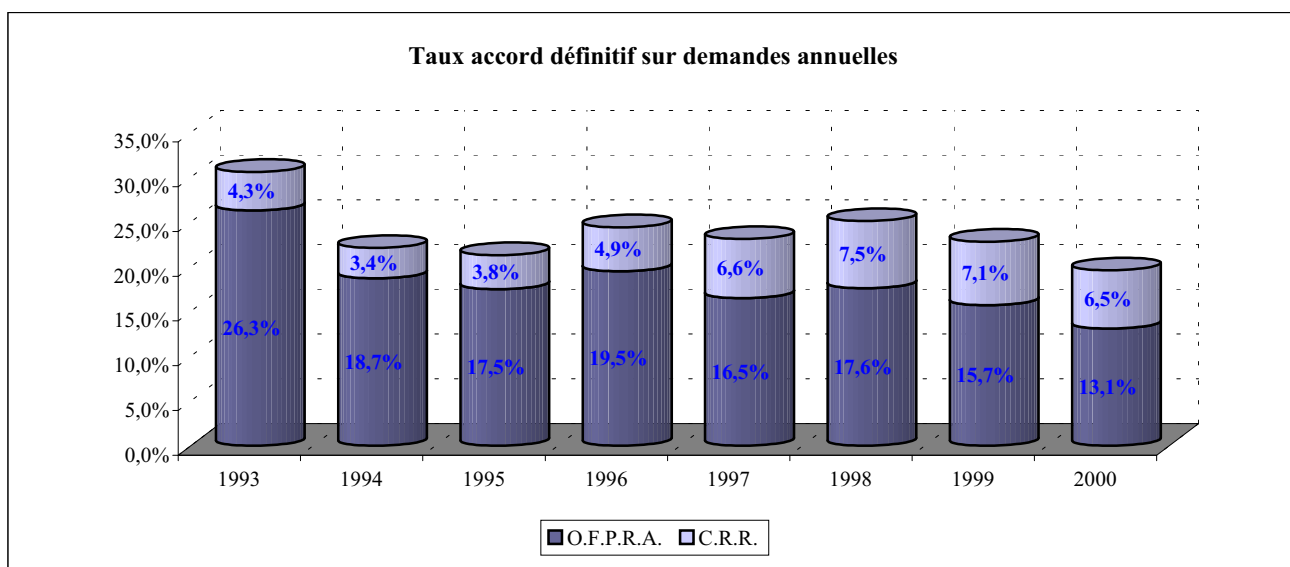
C'est pourquoi il est publié désormais chaque année **un bilan définitif** concernant les demandes présentées durant une année déterminée, ce qui suppose que toutes ces demandes aient été instruites et aient fait l'objet d'une décision en première instance ou en appel, voire en cassation, et que toutes les voies de recours aient été épuisées.

L'O.F.P.R.A. publie ainsi cette année le bilan définitif des demandes enregistrées en 2000 qui, à l'exception de 31 d'entre elles, ont toutes été traitées à ce jour.

Les résultats ne variant plus désormais de manière significative, on peut estimer qu'elles sont arrivées en fin de procédure et avoir une idée plus précise de leur aboutissement.

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
<b>premières demandes enregistrées</b>	<b>27 564</b>	<b>25 987</b>	<b>20 416</b>	<b>17 398</b>	<b>21 425</b>	<b>22 461</b>	<b>30 897</b>	<b>38 748</b>
désistements et cas non statué	427	417	409	186	365	549	1 005	1 162
<b>admissions totales au statut</b>	<b>8 449</b>	<b>5 754</b>	<b>4 359</b>	<b>4 244</b>	<b>4 948</b>	<b>5 632</b>	<b>7 054</b>	<b>7 576</b>
rejets	18 688	19 816	15 648	12 968	16 112	16 280	22 838	30 010
<b>% reconnaissance sur demandes de l'année n</b>	<b>30,7%</b>	<b>22,1%</b>	<b>21,4%</b>	<b>24,4%</b>	<b>23,1%</b>	<b>25,1%</b>	<b>22,8%</b>	<b>19,5%</b>
<b>dont O.F.P.R.A.</b>	26,3%	18,7%	17,5%	19,5%	16,5%	17,6%	15,7%	13,1%
<b>dont C.R.R.</b>	4,3%	3,4%	3,8%	4,9%	6,6%	7,5%	7,1%	6,5%
<i>pour mémoire, taux sur décisions de l'année n*</i>	27,9%	23,6%	16,3%	19,6%	17,0%	19,4%	19,3%	17,1%

\* figurant dans le rapport annuel d'activité de l'année n



# OFFICE FRANÇAIS DE PROTECTION DES RÉFUGIÉS ET APATRIDES

## BILAN DE LA DEMANDE D'ASILE ENREGISTRÉE EN 2000

Par continent d'origine	Europe	Asie	Afrique	Amériques	Apa & indéterminés
<b>Demandes</b>	<b>10 435</b>	<b>10 591</b>	<b>15 507</b>	<b>2 158</b>	<b>57</b>
Premières demandes	1 222	1 547	2 031	139	5
Rejets 1ère instance	9 037	8 894	12 677	2 005	30
<b>C.R.R.</b>	<b>6 158</b>	<b>7 524</b>	<b>9 602</b>	<b>1 640</b>	<b>1</b>
Reconnaisances C.R.R.	1 068	565	786	92	
Réexamens	<b>686</b>	<b>410</b>	<b>355</b>	<b>173</b>	
Désistements sur réexamen			1		
Reconnaisances sur réexamen	72	20	21	8	
<b>Reconnaisances totales = réf.statutaires actuels + pertes statut</b>	<b>2 362</b>	<b>2 132</b>	<b>2 838</b>	<b>239</b>	<b>5</b>
Sorties	177	149	800	14	22
Désistements, radiations et cas non statués					
Pertes de statut	53	89	70	12	1
Situation arrêtée au 20 mars 2004	<b>7 897</b>	<b>8 309</b>	<b>11 869</b>	<b>1 905</b>	<b>30</b>
Réfugiés statutaires	<b>2 309</b>	<b>2 043</b>	<b>2 768</b>	<b>227</b>	<b>4</b>

<b>reconnaisances totales / demandes totales</b>	<b>22,6%</b>	<b>20,1%</b>	<b>18,3%</b>	<b>11,1%</b>	<b>8,8%</b>
<b>dont reconnaisances O.F.P.R.A. / demandes totales</b>	<b>12,4%</b>	<b>14,8%</b>	<b>13,2%</b>	<b>6,8%</b>	<b>8,8%</b>
<b>reconnaisances C.R.R. / demandes totales</b>	<b>10,2%</b>	<b>5,3%</b>	<b>5,1%</b>	<b>4,3%</b>	
<b>reconnaisances 1ère instance / demandes totales</b>	<b>11,7%</b>	<b>14,6%</b>	<b>13,1%</b>	<b>6,4%</b>	<b>8,8%</b>
<b>rejets 1ère instance / demandes totales</b>	<b>87%</b>	<b>84%</b>	<b>82%</b>	<b>93%</b>	<b>53%</b>
<b>recours / rejets 1ère instance annulations / recours</b>	<b>68%</b>	<b>85%</b>	<b>76%</b>	<b>82%</b>	<b>3%</b>
<b>demandes réexamen / rejets 1ère instance</b>	<b>17%</b>	<b>8%</b>	<b>8%</b>	<b>6%</b>	
<b>reconnaisances / réexamens</b>	<b>8%</b>	<b>5%</b>	<b>3%</b>	<b>9%</b>	
<b>reconnaisances sur réexamen / demandes totales</b>	<b>10%</b>	<b>5%</b>	<b>6%</b>	<b>5%</b>	
<b>reconnaisances O.F.P.R.A. / reconnaisances totales</b>	<b>0,7%</b>	<b>0,2%</b>	<b>0,1%</b>	<b>0%</b>	
<b>reconnaisances C.R.R. / reconnaisances totales</b>	<b>55%</b>	<b>73%</b>	<b>72%</b>	<b>62%</b>	<b>100%</b>
	<b>45%</b>	<b>27%</b>	<b>28%</b>	<b>38%</b>	